



À Cuba, les bas salaires poussent les employés hors des bureaux Page B 4



FTA Le Bureau de l'APA: deux virtuoses de rien Page B 9

# ÉCONOMIE

CAHIER B · LE DEVOIR · LE MERCREDI 31 MAI 2017

QUÉBEC

## Plus de congés payés pour les travailleurs ?

Philippe Couillard songe à explorer cette avenue plutôt qu'à augmenter le salaire minimum

MARIE-MICHÈLE SIOUÏ

Correspondante parlementaire à Québec

Le premier ministre Philippe Couillard songe à faire augmenter le seuil de vacances payées aux travailleurs québécois, mais son gouvernement garde le cap et refuse d'envisager une hausse du salaire minimum afin qu'il atteigne 15\$ l'heure.

La première ministre ontarienne, Kathleen Wynne, a annoncé mardi matin que les travailleurs de la province qu'elle gouverne auront droit à trois semaines de congé s'ils ont le même employeur depuis cinq ans. Elle a aussi révélé que le salaire minimum atteindra les 15\$ en janvier 2019 — faisant ainsi un bond de 31% en deux ans.

Les décisions ontariennes ont contraint le gouvernement libéral à se repositionner sur les enjeux concernant les conditions de travail des Québécois. Sous prétexte de faciliter la conciliation travail-famille, Philippe Couillard a donc affirmé qu'il portait une attention particulière à la décision de l'Ontario au sujet des vacances.

« Ça nous intéresse de regarder cette proposi-



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre a affirmé mardi qu'il portait une attention particulière à la décision de l'Ontario au sujet des vacances.

tion-là, compte tenu du fait que les familles [...] demandent du temps », a-t-il dit à propos des jours de vacances supplémentaires qui seront accordés aux Ontariens. « On a dit à plusieurs reprises

qu'on était intéressés par la question de la conciliation travail-famille, ce n'est pas nouveau. Cette question-là en fait partie », a-t-il aussi déclaré.

Le premier ministre est cependant demeuré prudent. « On n'annonce pas de politique gouvernementale aujourd'hui, on annonce un intérêt pour ça, a-t-il précisé. On va le regarder, on va regarder l'impact. »

Déjà dans la loi québécoise

La loi québécoise sur les normes du travail prévoit qu'un salarié ayant complété un an de travail continu a droit à « un congé annuel d'une durée minimale de deux semaines continues ». Après cinq ans de « service continu chez un même employeur », un travailleur a droit à trois semaines de vacances payées.

L'Ontario compte imiter cette dernière disposition. Sa loi, qui prévoyait jusqu'ici que « la plupart des employés » aient droit à deux semaines de vacances payées pour chaque période de 12 mois d'emploi, garantira désormais trois semaines de vacances aux travailleurs qui ont le même employeur depuis cinq ans. Une décision

VOIR PAGE B 2 : CONGÉS

PRIX DU CARBONE

## Une fourchette appelée à augmenter, selon le privé

Pour avoir un impact, il faudrait que le coût des émissions de carbone se situe entre 24 et 39 \$US la tonne métrique d'ici 2020

FRANÇOIS DESJARDINS

Le prix qu'il faudrait attribuer au carbone afin de décarboniser le secteur énergétique et honorer l'Accord de Paris d'ici 2050 se situe quelque part entre 24 et 39 \$US la tonne métrique d'ici trois ans, estiment des acteurs importants de l'industrie. D'ici 2030, ce prix pourrait atteindre 100 \$US.

Cette fourchette, appelée en quelque sorte à jouer un rôle de référence, est le fruit d'une consultation menée par l'influent CDP, anciennement Carbon Disclosure Project, et We Mean Business, qui regroupe des centaines de multinationales et d'investisseurs institutionnels.

Les prix actuels sont nettement inférieurs à cela. En guise de comparaison, la dernière vente aux enchères Québec-Californie pour les droits d'émission applicables au millésime 2020 s'est soldée par un prix de vente final de 18,51 \$US, ou 13,57 \$ ici. Le gouvernement Trudeau souhaite imposer un prix de 10 \$ la tonne dès 2018, lequel augmenterait graduellement jusqu'à 50 \$ en 2022.

La tarification du carbone peut prendre diverses formes, dont la mise en place de systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission ou une taxe carbone. Il s'agit d'une façon parmi d'autres visant à combattre les changements climatiques et le réchauffement de la planète, que l'Accord de Paris veut limiter à 2 degrés.

La tâche consistant à déterminer le prix idéal à intégrer dans les modèles d'affaires des entreprises pour accélérer la décarbonisation de l'économie s'est « avérée difficile », reconnaissent les auteurs du rapport, et il est de plus en plus urgent d'établir une fourchette réaliste.

« Les changements climatiques posent des risques financiers significatifs, mais l'industrie et les responsables en matière de politiques publiques peinent à leur attribuer un prix », affirment les auteurs. Cela dit, le nombre de sociétés qui intègrent à leur structure de coûts un prix du carbone a augmenté de 23% depuis 2015-2016.

Suivi régulier

Une table ronde de 22 experts et dirigeants d'entreprise a donc été mise sur pied pour concevoir une « fourchette de tarification du carbone », laquelle sera une sorte de référence pour ceux directement concernés et fera l'objet de mises à jour régulières. La table ronde a commencé par le secteur de la production énergétique seulement, mais son travail de veille sera élargi à d'autres secteurs à émissions fortes.

La majorité des membres de la table ronde estiment que la fourchette idéale en 2025 serait de 30 à 60 \$US, et de 30 à 100 \$US en 2030. La table ronde comprend des dirigeants et hauts responsables de sociétés comme Engie (ex-GDF Suez), Iberdrola (société espagnole de production énergétique), Bank of America, Merrill Lynch, Infigen (énergies renouvelables en Australie) et NRG Energy (producteur américain basé sur les combustibles fossiles et le renouvelable).

L'idée d'intégrer aux structures de coûts des entreprises un prix pour les émissions de carbone — qui ultimement sont reflétées aux utilisateurs finaux et aux consommateurs — fait son chemin depuis quelques années. Un groupe de travail mis sur pied par le Conseil de stabilité financière et dirigé par Michael Bloomberg a recommandé l'an dernier que les enjeux climatiques fassent l'objet des obligations de transparence minimales que doivent honorer les entreprises.

Un autre rapport, dévoilé lundi, a plaidé pour une augmentation importante du prix de la tonne métrique de CO<sub>2</sub>. Dirigée par les économistes Joseph Stiglitz et Nicholas Stern, la commission a estimé que la fourchette des prix en 2020 devrait se situer entre 40 et 80 \$US la tonne.

Selon la Banque mondiale, plus de 40 pays et 20 gouvernements subnationaux ont instauré un ou l'autre des systèmes de tarification du carbone.

Le Devoir



ELAINE THOMPSON ASSOCIATED PRESS

Amazon a ouvert un premier magasin Amazon Go à Seattle, mais celui-ci est d'abord mis à l'essai par les employés de la compagnie avant d'ouvrir au public.

MAGASINS SANS CAISSE

## Amazon a l'intention d'exporter son concept ici

La compagnie a déposé trois demandes d'enregistrement de marques de commerce au Canada

KARL RETTINO-PARAZELLI

Amazon a l'intention d'ouvrir des magasins sans caisse au Canada au cours des prochaines années. La multinationale américaine a officiellement déposé trois demandes d'enregistrement de marques de commerce concernant son concept Amazon Go auprès des autorités fédérales, a constaté *Le Devoir*.

Le 6 décembre dernier, au lendemain du dévoilement du concept de magasins sans caisse qui a enflammé les réseaux sociaux, Amazon a déposé deux demandes d'enregistrement auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC).

La première vise à protéger le nom et le logo « Amazon Go » alors que la seconde sert à mettre à l'abri l'un des slogans du magasin, dans sa version anglaise : « No Lines. No Checkout. (No, Seriously.) » (« Pas de ligne. Pas de caisse. (Non, sérieusement.) »).

La compagnie a déposé une troisième demande il y a trois se-

maines pour protéger un autre slogan lié au concept Amazon Go, toujours dans sa version anglaise : « Every Line is a Defect » (« Chaque ligne est un défaut »).

Intention claire

Ces demandes démontrent clairement l'intention d'Amazon d'exporter son concept de magasins sans caisse au Canada, affirment deux experts de la propriété intellectuelle consultés par *Le Devoir*.

« Quand une personne fait une demande d'enregistrement de marque de commerce auprès de l'OPIC pour un usage projeté, elle déclare qu'elle a l'intention d'utiliser la marque de commerce, explique Éric Lavallée, avocat et agent de marques de commerce chez Lavery. On peut penser que leur intention est sérieuse. Est-ce qu'elle va se matérialiser ? Ça, c'est une autre chose. »

« Ça démontre certainement une intention », acquiesce Daniel Drapeau, avocat, propriété intellectuelle chez Drapeaux. Il arrive qu'une compagnie dépose des demandes

de manière préventive pour préparer son arrivée dans un marché potentiel, mais ces démarches sont rarement effectuées sans volonté claire, dit-il. « Il y a des coûts qui sont rattachés au dépôt de demandes, donc, règle générale, on ne dépose pas des marques pour rien. »

Des magasins d'ici trois ans ?

Éric Lavallée fait remarquer que, règle générale, une compagnie doit utiliser la marque qui a fait l'objet d'une demande dans un délai de trois ans pour que celle-ci soit officiellement enregistrée. Cela signifie qu'en principe les magasins sans caisse devront apparaître au Canada d'ici décembre 2019 si Amazon souhaite en protéger la propriété intellectuelle.

Le fait qu'Amazon ait déposé des demandes concernant des slogans en anglais ne veut pas dire que les éventuels magasins sans caisse verraient le jour à l'extérieur du Québec. « Au Canada, la traduction directe est protégée », souligne M. Drapeau, ce qui veut dire qu'en enregistrant une marque en an-

glais, Amazon enregistre aussi sa traduction française.

À l'heure actuelle, Amazon a 319 dossiers actifs à l'OPIC, dont 103 marques officiellement enregistrées. « C'est un gros portefeuille », note l'avocat de Drapeaux.

Au moment d'écrire ces lignes, Amazon n'avait pas répondu à nos questions concernant l'ouverture de magasins sans caisse au Canada.

Ouverture attendue

En décembre dernier, Amazon a fait savoir que son premier magasin sans caisse, situé à Seattle, serait d'abord mis à l'essai par ses employés, pour ensuite être ouvert au grand public au début de cette année. Des problèmes techniques ont forcé l'entreprise à reporter cette ouverture attendue.

Des documents internes obtenus par le site spécialisé *Business*

VOIR PAGE B 2 : MAGASINS

Lire aussi · L'action d'Amazon dépasse les 1000 \$US à Wall Street. Page B 2

# ÉCONOMIE

## L'action d'Amazon dépasse les 1000 \$US

Cette flambée boursière survient au moment où les sociétés technologiques vivent une nouvelle ère dorée à Wall Street

LUC OLINGA

New York — Le géant de la distribution en ligne Amazon a franchi mardi le seuil symbolique de 1000 \$US l'action à Wall Street, une première qui confirme sa fulgurante ascension de simple librairie en ligne à mastodonte du commerce électronique.

L'entreprise, qui tire son nom du fleuve sud-américain, a vu son titre atteindre 1000,18 \$US peu après l'ouverture pour une capitalisation boursière de 478,05 milliards, soit plus du double du numéro un mondial de la distribution, Wal-Mart. Elle a terminé la séance à 996,70 \$US, en hausse de 92 ¢US ou de 0,1 %. Elle était entrée en

Bourse en mai 1997 à 18 \$US, ce qui équivalait à une valorisation de 438 millions de dollars de l'époque. Le courtier américain Loup Ventures estime que l'action pourrait monter jusqu'à 2000 \$US à moyen terme.

Ce succès boursier traduit la transformation du groupe de Seattle, passé en moins de vingt ans de simple librairie en ligne à géant de services informatiques dématérialisés (Cloud), de la vidéo en ligne en streaming avec son service payant Prime, et du commerce électronique.

Les investisseurs parient sur le fait que le commerce en ligne, qui ne représente actuellement que 8 % des achats aux États-Unis, devrait croître

rapidement dans les prochaines années. Selon la National Retail Federation (NRF) américaine, le commerce en ligne devrait croître de 8 à

**Le top-5 américain des capitalisations boursières n'est désormais constitué que de géants de la Silicon Valley**

12 % cette année. Or Amazon domine ce créneau : en 2016, le groupe de Jeff Bezos représentait 43 % des achats effectués en ligne aux États-Unis, selon les estimations du cabinet Slice Intelligence.

Le groupe, qui a généré un chiffre d'affaires de 35,7 mil-

liards au premier trimestre, se donne également les moyens d'améliorer sa rentabilité. Il est en train d'investir 1,5 milliard pour construire son propre réseau de livraison et ne plus louer les services de FedEx et UPS, qui lui coûtent très cher. Ses dépenses de livraisons ont par exemple augmenté de 30 % à 1,9 milliard au premier trimestre.

La flambée boursière d'Amazon survient au moment où les sociétés technologiques vivent une nouvelle ère dorée à Wall Street. L'indice sectoriel Nasdaq ne cesse de voler de record en record depuis le début de

l'année, et ce, en dépit du fait que certains experts mettent en garde contre une possible bulle technologique comme dans les années 2000. Amazon avait survécu à l'explosion de ce qui avait été appelé à l'époque « la bulle Internet ». Google était entré en Bourse en 2004 alors que les valeurs technologiques amorçaient leur redressement.

Le top-5 américain des capitalisations boursières n'est désormais constitué que de géants de la Silicon Valley : Apple (802,87 milliards), Google (678,56 milliards), Microsoft (540,05 milliards), Amazon (478 milliards) et Facebook (440,84 milliards).

Jeff Bezos profite par ailleurs du succès d'Amazon

pour financer ses autres aventures personnelles, comme la société aérospatiale Blue Origin, créée en 2000, dont le développement est soutenu par la vente pour 1 milliard de dollars par an de titres Amazon. Blue Origin a décroché en mars son premier client, Eutelsat, pour la mise en orbite d'un satellite à bord de la future fusée New Glenn.

Le Washington Post, racheté 250 millions en octobre 2013 par M. Bezos, connaît également une renaissance, à grand renfort de scoops liés aux enquêtes menées sur la collusion supposée entre l'entourage de Donald Trump et la Russie.

Agence France-Press

## MARCHÉS BOURSISERS

TORONTO				New York				PÉTROLE			
S&P TSX				S&P 500				49,66			
15 372,35 ▼				2412,91 ▼				-0,14 \$US			
-49,56				-2,91				-0,3%			
-0,3%				-0,1%				OR			
								1265,70			
								-5,70 \$US			
								-0,4%			
								DOLLAR CANADIEN			
								74,24			
								-0,13 \$US			
								-0,2%			
								DOW JONES			
								21 029,47 ▼			
								-50,81			
								-0,2%			
								1 \$US = 1,3469			
								66,41			
								-0,14 EURO			
								1 EURO = 1,5059			

Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
-------	---------	-----------	----------------	---------------	--------------	-------	---------	-----------	----------------	---------------	--------------

### LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

S&P TSX	SPTT15372.35	-49.56	-0.32	161107
S&P TX20	TX20 626.75	-8.03	-1.27	57984
S&P TX60	TX60 907.53	-2.05	-0.23	79766
S&P TX60 Cap.	TX6C 1003.55	-2.26	-0.22	79766
Cons. de base	TTCS 556.50	2.20	0.40	3299
Cons. discrét.	TTCD 199.49	0.83	0.42	8689
Énergie	TTEN 186.99	-3.12	-1.64	39275
Finance	TTFS 278.61	-0.96	-0.34	23836
Aurifère	TTGD 207.01	-1.67	-0.80	59714
Santé	TTHC 66.46	-1.28	-1.89	2369
Tech. de l'info	TTTK 63.99	-0.28	-0.44	9434
Industrie	TTIN 222.28	0.89	0.40	15075
Matériaux	TTMT 238.59	-0.93	-0.39	43952
Immobilier	TTRE 298.19	0.11	0.04	4351
Télécoms	TTTS 167.93	0.83	0.50	2222
Sev. collect.	TTUT 252.42	0.21	0.08	4205
Métaux/minerals	TTXB 104.16	0.08	0.08	34563

### TSX CROISSANCE

TSX Venture	JX	804.96	-4.78	-0.59	76770
-------------	----	--------	-------	-------	-------

### ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Alim. Couche-Tard	ATD.B	61.71	0.17	0.28	515
Canadian-Tire	CTC.A	152.62	-0.72	-0.47	168
Cogeco	CCA	79.18	1.30	1.67	43
Corus	CJR.B	13.33	-0.01	-0.07	264
Groupe TVA	TVA.B	3.45	-0.01	-0.29	3
Jean Coutu	PJC.A	22.22	-0.03	-0.13	640
Loblav	L	76.12	0.40	0.53	570
Magna	MG	60.74	0.60	1.00	993
Metro	MRU	44.96	-0.04	-0.09	278
Quebecor	QBR.B	41.35	0.26	0.63	91
Uni Select	UNS	30.15	-0.10	-0.33	43
Saputo	SAP	45.55	0.93	2.13	595
Shaw	SJR.B	28.81	0.21	0.73	499
Dollarama	DOL	123.44	1.27	1.04	170
Restaurant Brands	QSR	83.69	0.59	0.71	257
Transat A.T.	TRZ	6.07	-0.03	-0.49	10
Yellow Media	Y	4.76	0.03	0.63	196

### ÉNERGIE

Cameco	CCO	12.63	-0.14	-1.10	566
Canadian Natural	CNQ	39.13	-0.67	-1.68	2524
Hydro One	H	23.48	0.12	0.51	768
Enbridge	ENB	52.00	-0.42	-0.80	2121
EnCana	ECA	13.53	-0.74	-5.19	4487
Enerplus	ERF	10.71	-0.22	-2.01	1107
Pengrowth Energy	PGF	1.16	-0.06	-4.92	759
Pétrolière Impériale	IMO	38.68	-0.03	-0.08	511
Suncor Energy	SU	42.63	0.05	0.12	1847
Cenovus Energy	CVE	12.42	-0.40	-3.12	2377
TransCanada	TRP	63.03	-0.34	-0.54	1077
Valener	VNR	22.69	-0.02	-0.09	42

### FINANCIÈRES

B. CIBC	CM	105.28	-0.92	-0.87	849
B. de Montréal	BMO	90.99	-0.52	-0.57	1646
B. Laurentienne	LB	52.36	-0.12	-0.23	187
B. Nationale	NA	53.01	-0.10	-0.19	650
B. Royale	RY	93.54	-0.93	-0.98	1852
B. Scotia	BNS	76.60	0.48	0.63	2134
B. TD	TD	64.44	0.18	0.28	2052
Brookfield Asset	BAM.A	50.99	-0.39	-0.76	901
Cominar Real	CUF.UN	13.10	-0.01	-0.08	368
Corp. Fin. Power	PWF	32.33	-0.18	-0.55	315
Fin. Manuvie	MFC	23.48	-0.17	-0.72	2224
Fin. Sun Life	SLF	44.28	-0.04	-0.09	896
Great-West Lifeco	GWG	33.89	-0.28	-0.82	740
Industrielle All.	IAG	49.96	-0.66	-1.30	81
Power Corporation	POW	28.96	-0.09	-0.31	530
IMX	X	70.35	-0.10	-0.14	59

### INDUSTRIELLES

Air Canada	AC	17.90	-0.05	-0.28	948
Bombardier	BBD.B	2.44	0.11	4.72	9262
CAE	CAE	22.00	0.20	0.91	502
Canadian Pacifique	CP	213.60	-0.89	-0.41	224
Chemin de fer CN	CNR	104.52	1.14	1.10	1008
SNC-Lavalin	SNC	51.87	-0.54	-1.03	275
Transcontinental	TCLA	24.17	-0.30	-1.23	57
TFI International	TFII	28.09	0.33	1.19	149

### ENTREPRISES DE MATÉRIAUX

Agrim	AGU	125.52	0.27	0.22	140
Barrick Gold	ABX	22.09	0.02	0.09	2115
Goldcorp	G	18.31	0.06	0.33	933
Kinross Gold	K	5.69	-0.04	-0.70	4482
Mines Agnico-Eagle	AEM	64.71	-0.57	-0.87	370
Potash	POT	22.47	-0.05	-0.22	709
Teck Resources	TECK.B	25.31	0.36	1.44	4230

### SERVICES PUBLICS

Fortis	FTS	44.24	0.04	0.09	513
TransAlta	TA	7.59	-0.08	-1.04	460

### TECHNOLOGIE

BlackBerry	BB	14.29	-0.56	-3.77	2322
CGI	GIB.A	66.78	0.53	0.80	322

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

BCE	BCE	60.84	0.11	0.18	601
Manitoba Telecom	MBT	39.53	0.00	0.00	0
Rogers	RCL.B	63.15	0.48	0.77	687
Telus	T	45.98	0.24	0.52	934

### FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

iShares DEX	XBB	31.84	0.00	0.00	44
iShares MSCI	XEM	31.28	-0.14	-0.45	18
iShares MSCI EMU	XEU	24.60	0.02	0.08	19
iShares S&P 500	XSP	27.68	-0.16	-0.57	483
iShares S&P/TSX	XIC	24.43	-0.07	-0.29	127

### LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

KINDER MORGAN	KML	16.24	-0.76	-4.47	6508
ENCAN CORP	ECA	13.53	-0.74	-5.19	4487
KINROSS GOLD CORP	K	5.69	-0.04	-0.70	4482
TECK RESOURCES LTD	TECK.B	25.31	0.36	1.44	4230
ELEMENT FINANCIAL	EFN	10.10	-0.72	-6.65	3657
HB NYMEX CL BULL	HOU	6.47	-0.12	-1.82	3239
HB NYMEX NG BEAR	HND	11.48	0.38	3.42	2903
GILDAN ACTIVEWEAR	GIL	38.49	-0.16	-0.41	2753
CANADIAN NATURAL	CNQ	39.13	-0.67	-1.68	2524
CENOVUS ENERGY INC	CVE	12.42	-0.40	-3.12	2377

### LES GAGNANTS EN %

SOLIUM CAPITAL INC	SUM	11.01	1.01	10.10	406
HB NYMEX NG BEAR	HND	11.48	0.38	3.42	2903
SIERRA WIRELESS	SW	36.87	0.77	2.13	374
SAPUTO INC	SAP	44.55	0.93	2.13	595
COMPUTER MODELLING	CMG	10.27	0.20	1.99	185
MARTINREA INTL INC	MRE	11.26	0.21	1.90	266
HB NYMEX CL BEAR	HOD	11.09	0.20	1.84	1450
ALIO GOLD INC	ALO	6.32	0.11	1.77	147
ALAMOS GOLD CL A	AGI	8.79	0.13	1.50	431
TECK RESOURCES LTD	TECK.B	25.31	0.36	1.44	4230

### LES PERDANTS EN %

TRISURA GROUP LTD	TSU	20.51	-4.66	-18.51	233
ELEMENT FINANCIAL	EFN	10.10	-0.72	-6.65	3657
KELT EXPLORATIONS	KEL	6.35	-0.37	-5.51	797
ENCAN CORP	ECA	13.53	-0.74	-5.19	4487
BONTERRA ENERGY	BNE	16.39	-0.83	-4.82	268
SECURE ENERGY	SES	9.09	-0.43	-4.52	213
KINDER MORGAN	KML	16.24	-0.76	-4.47	6508
VALEANT	VRX	16.48	-0.76	-4.41	896
RICHMONT MINES INC	RIC	9.51	-0.43	-4.33	232
ENSIGN ENERGY	ESI	6.52	-0.29	-4.26	150

### LES GAGNANTS EN \$

DOLLARAMA INC	DOL	123.44	1.27	1.04	170
CANADIAN NATIONAL	CNR	104.52	1.14	1.10	1008
SOLIUM CAPITAL INC	SUM	11.01	1.01	10.10	406
SAPUTO INC	SAP	44.55	0.93	2.13	595
SIERRA WIRELESS	SW	36.87	0.77	2.13	374
MAGNA INTL INC	MG	60.74	0.60	1.00	993
RESTAURANT BRANDS	QSR	83.69	0.59	0.71	257
ATCO LTD	ACO.X	51.29	0.59	1.16	100
CGI GROUP INC	GIB.A	66.78	0.53	0.80	322
ROGERS	RCL.B	63.15	0.48	0.77	687

### LES PERDANTS EN \$

TRISURA GROUP LTD	TSU	20.51	-4.66	-18.51	233
SHOPIFY INC	SHOP	121.91	-2.29	-1.84	501
VERMILION ENERGY	VET	42.10	-1.21	-2.79	548
ROYAL BANK OF CANADA	RY	93.54	-0.93	-0.98	1852
AMAYA INC	AYA	23.82	-0.92	-3.72	387
CANADIAN IMPERIAL	CM	105.28	-0.92	-0.87	849
CANADIAN PACIFIC	CP	213.60	-0.89	-0.41	224
BONTERRA ENERGY	BNE	16.39	-0.83	-4.82	268
KINDER MORGAN	KML	16.24	-0.76	-4.47	6508
VALEANT	VRX	16.48	-0.76	-4.41	896

Consultez toutes les cotes boursières sur [www.decisionplus.com](http://www.decisionplus.com)

### INDICES QUÉBÉCOIS

Indice	Fermature	var. pts	var. %
IQ30	2544,73	5,84	0,23
IQ120	2574,24	4,82	0,19



L'aéroport de San Juan, à Porto Rico, est exploité par Aerostar.

ISTOCK

## Investissements PSP dans l'aéroport de Porto-Rico

Investissements PSP et ASUR ont annoncé l'acquisition d'une participation de 50 % dans Aerostar, l'exploitant de l'aéroport de San Juan.

L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (Investissements PSP) et ASUR ont fait l'acquisition auprès de fonds gérés par Oaktree Capital Management. Aerostar est l'exploitant de l'aéroport international Luis-Muñoz-Marin de San Juan, à Porto Rico, depuis le 27 février 2013. Investissements PSP a acquis une participation de 40 % dans Aerostar alors qu'ASUR, qui détenait déjà une participation

de 50 %, a acquis une participation supplémentaire de 10 %. Cette transaction représente un placement combiné de 430 millions \$US.

«Prem

# ÉCONOMIE

## La Banque Scotia affiche un profit en hausse, mais des inquiétudes persistent

ALEXANDRA POSADZKI

Toronto — La Banque Scotia a affiché mardi un bénéfice en hausse de 30% pour son plus récent trimestre, mettant fin à la saison des résultats financiers des cinq grandes banques canadiennes, qui ont surpassé les attentes grâce à la faiblesse des coûts du crédit.

Malgré tout, certaines inquiétudes persistent quant à la croissance future des prêts au Canada, essentiellement parce que les prix élevés des habitations et le taux d'endettement des emprunteurs ont atténué l'ardeur des investisseurs.

Ensemble, les cinq grandes banques, incluant la Banque Royale, la Banque TD, la Banque de Montréal et la Banque CIBC, ont engrangé un profit net total de 9,67 milliards au deuxième trimestre. Ce montant représente une hausse de près de 20% par rapport à celui de 8,12 milliards de la même période l'an dernier.

**L'élément le plus négatif des récents résultats trimestriels a été la croissance des activités bancaires de détail aux États-Unis**

Les résultats ne comprenaient aucune indication permettant de croire que les Canadiens éprouvent des difficultés à rembourser leurs prêts hypothécaires ou à gérer leur dette de carte de crédit ou d'autres types d'emprunt, a souligné l'analyste John Aiken, de Barclays. Mais si les tendances du crédit semblaient solides, des analystes ont noté que les perspectives de croissance pour les principales activités de détail des banques canadiennes restaient problématiques à la lumière des niveaux records d'endettement des ménages et de la surchauffe des prix des habitations à Toronto et à Vancouver.

La croissance des prêts du secteur bancaire a été « positive, mais pas spectaculaire » pour le deuxième trimestre, a estimé M. Aiken. « Et malheureusement, du côté du Canada, nous observons toujours une compression des marges, ce qui est simplement attribuable à l'environnement de faibles taux d'intérêt », a poursuivi M. Aiken.

**L'impact du sud**

L'élément le plus négatif des récents résultats trimestriels a été la croissance des activités bancaires de détail au sud de la frontière, qui n'a pas été aussi solide que prévu, a indiqué l'analyste. « Nous avons vu une expansion des marges attribuable à la hausse des taux de la Fed, mais la croissance des prêts n'existait tout simplement pas, a-t-il ajouté. Étant donné que les activités bancaires américaines sont censées croître plus rapidement que les activités bancaires canadiennes, cela représente une certaine déception. »

La Banque Scotia n'est pas très présente aux États-Unis en ce qui a trait aux activités de détail, mais elle a tout de même profité de la solide croissance de sa division des activités internationales, qui a fait avancer son bénéfice net

de 19% à 595 millions. En comparaison, ses activités bancaires canadiennes ont affiché un bénéfice net de 971 millions, un chiffre en baisse de 1% par rapport à l'an dernier.

James O'Sullivan, chef des activités canadiennes de la Scotia, s'est dit optimiste quant à la possibilité pour la banque de faire croître sa division canadienne de services bancaires. « Avec chaque mois qui passe, ces derniers temps, nous obtenons un portrait macroéconomique du Canada de plus en plus favorable », a estimé M. O'Sullivan. Alors, la perspective pour la division canadienne des services bancaires en serait une de solide croissance. »

M. O'Sullivan s'exprimait alors que sa banque affichait un bénéfice net du deuxième trimestre de 2,06 milliards, en hausse par rapport à celui de 1,58 milliard de la même période l'an dernier. Le bénéfice par action de la banque a atteint 1,62\$, par rapport à 1,23\$ un an plus tôt. Le rendement

des capitaux propres s'est élevé à 14,9% alors qu'il s'était établi à 12,1% à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, la

banque avait dû comptabiliser une charge de restructuration de 278 millions, après impôt.

Brian Porter, président et chef de la direction de la Banque Scotia, estime que les résultats du plus récent trimestre découlent des solides performances d'exploitation des trois secteurs d'activité de l'institution. À son avis, les efforts soutenus déployés afin d'améliorer l'expérience client, d'accélérer le virage numérique de la banque et d'atteindre une plus grande efficacité d'exploitation ont été les catalyseurs de cette performance.

**Pas d'inquiétudes hypothécaires**

Au cours d'une conférence téléphonique pour discuter des résultats, le responsable du risque, Daniel Moore, a minimisé les inquiétudes au sujet de l'impact que pourrait avoir le marché de l'habitation sur le portefeuille de prêts de la Scotia. « Notre portefeuille hypothécaire canadien résidentiel de 197 milliards est de grande qualité. Pas moins de 54% de ce portefeuille est assuré, a noté M. Moore. Pour les prêts non assurés, notre portefeuille détient [une quotité du prêt] de 51%, ce qui offre un coussin substantiel en cas de correction du marché de l'habitation, ce que nous ne prévoyons pas. »

Selon lui, les tests de résistance de la banque montrent des pertes négligeables en cas de chutes de prix atteignant jusqu'à 50% pour les marchés de Toronto et de Vancouver, avec des taux de chômage grimant à des niveaux similaires à ceux des dernières récessions. Les pertes du portefeuille de prêts non assurés de la banque seraient plus importantes dans un tel scénario, mais resteraient « très gérables », a estimé M. Moore.

Avec Le Devoir  
La Presse canadienne



OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

Au cours du trimestre, la Banque Laurentienne a inscrit une charge de restructuration de 1,25 million liée à son repositionnement.

## La Laurentienne abandonne les services transactionnels dans 23 succursales

JULIEN ARSENAULT

La Banque Laurentienne a donné un coup de barre dans le cadre de son plan de transformation en abandonnant les services transactionnels dans 23 de ses succursales au cours du mois d'avril.

En divulguant ses résultats du deuxième trimestre, mardi, la banque a fourni une mise à jour des mesures annoncées l'automne dernier visant à faire passer le réseau de 150 à 100 succursales afin d'éliminer environ 300 postes. Les 23 établissements qui se concentrent uniquement sur les conseils financiers ne sont munis que de guichets automatiques.

« Comme prévu, [le processus] se déroule sans recul marqué de notre nombre de clients, a dit le président et chef de la direction de la Laurentienne, François Desjardins, au cours d'une conférence téléphonique avec les analystes. Bien qu'il y ait moins de personnel administratif, nous avons embauché quelque 40 conseillers depuis la fin de l'année. »

Jusqu'à présent, 34 succur-

sales ont été fusionnées — dont 33 en avril — et l'institution financière québécoise devrait procéder à 7 autres regroupements en juin à Nicolet, Port-Daniel, New Carlisle, Campbell's Bay, Fort-Coulonge, Greenville et Murdochville. En date du 30 avril, la Banque Laurentienne exploitait un réseau de 111 succursales, soit 39 de moins qu'il y a un an.

Au cours du trimestre, la banque a inscrit une charge de restructuration de 1,25 million liée à son repositionnement. « Nous avons dit que ce processus [coûterait] environ 6 millions, a précisé M. Desjardins aux analystes. Nous sommes environ à mi-chemin. »

**Des charges qui pèsent**

En ce qui a trait à sa performance financière au deuxième trimestre, l'institution a affiché un recul de ses profits. Elle a enregistré un bénéfice net de 44,6 millions, ou 1,19\$ par action, par rapport à 45,7 millions, ou 1,43\$ par action, à la même période il y a un an. Ce résultat est largement attribuable aux charges de restructu-

ration et d'intégration des activités canadiennes de CIT Group — achetées l'an dernier — totalisant 7 millions. Abstraction faite des éléments non récurrents, la Laurentienne a engrangé un profit ajusté par action de 1,39\$, en déclin de 5% sur un an.

Même si les éléments d'ajustement ont pesé sur les résultats, John Aiken, de Barclays Capital, a souligné certains éléments positifs, comme la croissance de 23% des prêts aux clients commerciaux et celle de 15% du côté des prêts hypothécaires. « Le trimestre est marqué par plusieurs éléments positifs, comme des marges stables, une croissance solide des prêts [...] et une augmentation de 2% du dividende », écrit l'analyste dans une note.

À l'instar d'autres institutions financières, les dirigeants de la Laurentienne ont estimé que les problèmes de liquidités vécus par le prêteur hypothécaire Home Capital ne sont pas symptomatiques d'un problème plus large.

Par l'entremise de sa filiale B2B Banque, la Laurentienne

# 34

Nombre de succursales de la Banque Laurentienne qui ont été fusionnées jusqu'à maintenant

est active dans le marché du prêt hypothécaire non traditionnel. La banque procède au montage de prêts hypothécaires résidentiels de premier ordre et alternatifs, mais dit cibler les clients « les mieux notés » de ce dernier segment. Elle affirme également que ce portefeuille est bien réparti au pays et qu'il ne représente que sept pour cent du portefeuille de prêts hypothécaires dont la taille est de 17,5 milliards.

La Laurentienne a par ailleurs indiqué que le prix payé pour l'acquisition de l'entreprise américaine Northpoint Commercial — annoncée le 18 mai — était estimé entre 325 et 350 millions \$CAN.

La Presse canadienne

## Lent début d'année pour l'économie québécoise

Quittant sa stationnarité de janvier, le PIB du Québec n'a que légèrement progressé en février. Les analystes retiennent toutefois que l'économie québécoise reste sur sa lancée amorcée à la fin de 2016.

Le PIB du Québec a augmenté de 0,1% en février, après avoir connu une stabilité en janvier. La croissance au Québec provient essentiellement des industries productrices de services, avec une progression de 0,3%. En revanche, les industries productrices de biens enregistrent

une baisse de 0,5%, résume l'Institut de la statistique du Québec. Au cumul pour les deux premiers mois, le PIB est en hausse de 2% par rapport aux mêmes mois de 2016, contre une augmentation de 2,4% à l'échelle canadienne.

« Même si le début de 2017 apparaît assez lent sur le plan de la croissance économique, les résultats sont satisfaisants. Aucun ressac n'a été observé après que l'année 2016 se soit terminée en force », se réjouit Hélène Bégin, économiste principale au Mouvement Desjardins. « La progression an-

nualisée du PIB réel devrait même avoisiner 2,5% au premier trimestre, soit un rythme semblable à celui des deux trimestres précédents. L'économie du Québec garde donc une bonne vitesse de croisière pour l'instant. »

Marc Pinsonneault, économiste principal à la Banque Nationale, acquiesce. « L'économie du Québec a connu une quasi-léthargie en janvier et février. Mais ce qui importe vraiment est que le PIB réel se soit maintenu après le bond impressionnant de novembre et décembre derniers. Dans ces condi-

tions, le simple maintien de l'activité économique en début d'année fait en sorte que la croissance économique au premier trimestre se situerait au rythme annuel de 2,6%, quand bien même le PIB réel faisait du surplace en mars. »

L'économiste profite de ce nouveau chiffre pour relever sa prévision de croissance économique pour le Québec en 2017, de 1,7% à 1,9%, « ce qui confirme un taux largement supérieur à celui de la croissance du PIB potentiel ».

Le Devoir

metropolis  
XII<sup>e</sup> Congrès mondial

Enjeux globaux:  
Métropoles en action

Montréal, 19-22 juin 2017

Profitez du tarif préférentiel

LAISSEZ-PASSER JOURNALIER

www.montreal2017.metropolis.org

Plus de 100 maires et 1000 délégués  
pour l'avancement urbain

De multiples occasions d'échange de savoir  
et de collaboration

Maires confirmés sur [montreal2017.metropolis.org](http://montreal2017.metropolis.org)

Parmi les maires présents :

- Denis Coderre, Montréal • Michael Muller, Berlin
- Anne Hidalgo, Paris • Rahm Emanuel, Chicago
- Rose Christiane Ossouka Raponda, Libreville
- Miguel Angel Mancera Espinosa, Mexico
- Manuela Carmena Castillo, Madrid
- Tri Rismaharini, Surabaya

200 conférenciers et présentateurs  
internationaux, dont :

- J. Woetzel & J. Remes, McKinsey & Company
- Philippe Le Houérou, IFC • Joan Clos, ONU-Habitat
- Laura Pérés Castaño • Teresa Inchaústegui
- Alexandre Taillefer, XPND Capital
- Louis Zacharilla, Intelligent Community Forum

## ÉCONOMIE

## PÉTROLE

## L'action de Kinder Morgan Canada recule à sa première séance à la Bourse de Toronto

IAN BICKIS

Calgary — L'action de Kinder Morgan Canada retraitait mardi après-midi, à sa première journée d'inscription à la Bourse de Toronto, alors que régnait une certaine incertitude politique quant à l'avenir du projet phare de l'entreprise, soit l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain.

Les nouvelles actions ont glissé jusqu'à 15,75\$ avant de prendre du mieux et de regagner 16,11\$ en clôture. Cela représentait tout de même une baisse de 5,2% par rapport au prix de départ du premier appel public à l'épargne (PAPE), soit 17\$.

L'entrée en Bourse, évaluée à 1,75 milliard, semblait être la quatrième en importance de l'histoire de la Bourse de Toronto. Kinder Morgan a dit avoir répondu aux dernières exigences pour qu'elle puisse aller de l'avant avec l'expansion de Trans Mountain.

La société de Houston avait initialement prévu un prix plus élevé pour l'action, soit entre 19\$ et 21\$, lorsque les plans préliminaires pour l'émission d'actions avaient été dévoilés. Mais depuis ce moment, l'avenir du projet d'expansion de Trans Mountain s'est assombri quelque peu. Deux partis politiques opposés au pipeline, le Parti vert et le Nouveau Parti démocratique, ont an-



JONATHAN HAYWARD LA PRESSE CANADIENNE

noncé lundi avoir conclu un accord qui pourrait mener à la formation d'un gouvernement néodémocrate minoritaire en Colombie-Britannique. Les deux partis se sont prononcés contre l'expansion de Trans Mountain, qui verrait la capacité d'un oléoduc de 1150 kilomètres reliant Edmonton à Burnaby, en Colombie-Britannique, quasiment tripler, pour atteindre 890 000 barils de pétrole par jour.

## Incertitude politique

Le président de Kinder Morgan Canada, Ian Anderson, a publié un communiqué mardi pour louer les vertus du premier appel public à l'épargne, sans évoquer les défis politiques qui pourraient survenir. «C'est une journée excitante

pour nos clients, pour nos collectivités et pour plusieurs individus qui comptent sur ce projet pour livrer des emplois et des bénéfices économiques à leurs communautés», a affirmé M. Anderson. L'obtention de ce financement pour le projet démontre le besoin et l'intérêt, pour le Canada, d'avoir un meilleur accès aux marchés mondiaux.

La première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a publié un communiqué pour indiquer que le gouvernement provincial restait fermement engagé à utiliser tous les moyens à sa disposition pour que le projet soit achevé.

L'analyste Kristopher Zack, de Desjardins Marché des capitaux, a estimé dans une note que l'entente entre les verts et les néodémocrates ajoutait

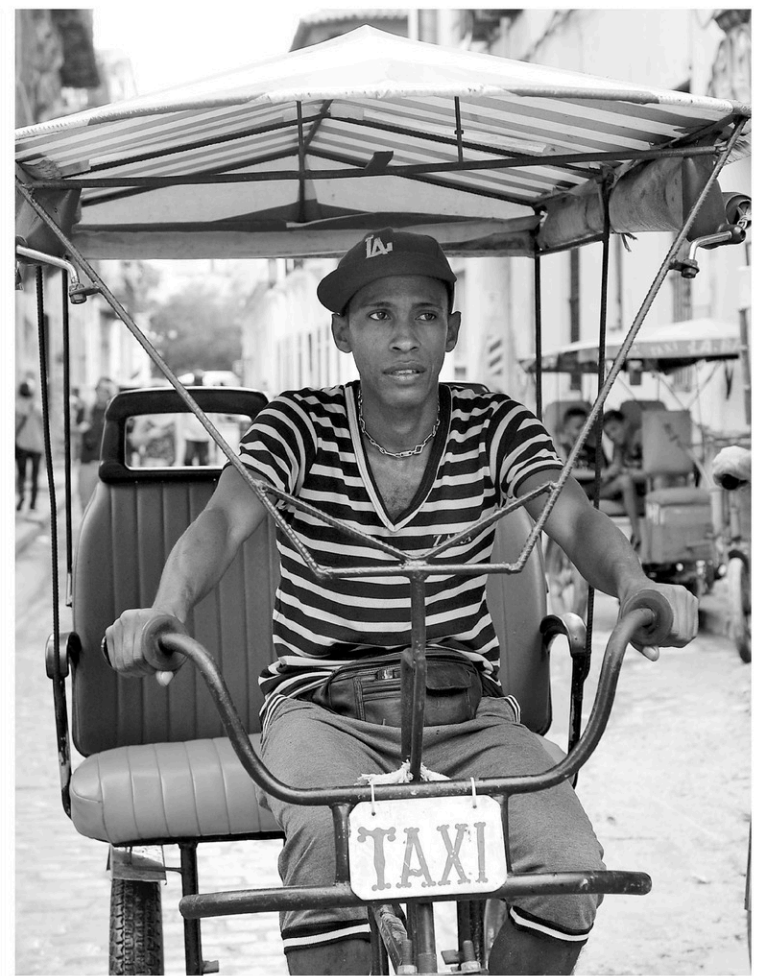
« Notre principale inquiétude est l'avenir de l'expansion de Trans Mountain »

L'analyste Kristopher Zack, de Desjardins Marché des capitaux

une couche d'incertitude pour l'industrie canadienne du pétrole et du gaz naturel. M. Zack a affirmé que le ton général des deux partis était moins pro-entreprises que celui des libéraux, mais qu'il considérait que les oléoducs étaient soumis à une plus forte pression que le développement du gaz de schiste. « Notre principale inquiétude est l'avenir de l'expansion de Trans Mountain, qui a été une importante source de conflit dans la province et qui a fait l'objet de critiques de la part des deux partis », a écrit M. Zack.

La construction du projet d'expansion devrait commencer en septembre, a précisé Kinder Morgan Canada.

La Presse canadienne



YAMIL LAGE AGENCE FRANCE-PRESSE

Jose Antonio recevait une vingtaine de dollars par mois comme infirmier. Il s'est résolu à troquer sa blouse pour le guidon d'un vélo-taxi élimé afin de nourrir ses quatre enfants.

## À Cuba, les bas salaires poussent les employés hors des bureaux

RIGOBERTO DIAZ

La Havane — José Antonio pourrait être infirmier, Beatriz avocate, mais ils ont délaissé leur carrière pour de petits boulots dans les quartiers touristiques de La Havane. A Cuba, les bas salaires ont souvent raison du prestige professionnel.

Sur une île où l'éducation, comme la santé, est gratuite, José Antonio Torres et Beatriz Estevez font partie des nombreux Cubains ayant eu accès aux études supérieures. Mais beaucoup déchantent en intégrant un marché du travail aux salaires dérisoires.

Les actifs cubains, dont 70% sont employés par l'Etat, gagnent en moyenne l'équivalent de 29\$ US mensuels. Le salaire d'un ingénieur ou d'un médecin dépasse à peine les 30\$ US. Des revenus bien inférieurs à la moyenne latino-américaine et souvent insuffisants pour survivre malgré la baisse récente des prix de certains produits et le maintien d'un panier de denrées de première nécessité subventionné.

Selon l'économiste cubain Pedro Monreal, auteur de plusieurs études sur ce thème, les Cubains devraient gagner quatre fois plus (116\$ US) pour pouvoir remplir le panier d'une famille. Une situation qui pousse de nombreux travailleurs de l'Etat à abandonner leurs bureaux.

Métis de 38 ans, José Antonio recevait une vingtaine de dollars par mois comme infirmier. Il s'est résolu à troquer sa blouse pour le guidon d'un vélo-taxi élimé afin de nourrir ses quatre enfants. « En une journée je peux gagner la même chose, et même un peu plus, qu'un infirmier en un mois », confie-t-il. De son côté, Beatriz Estevez, célibataire de 26 ans bientôt diplômée du barreau, se soumet chaque jour à une longue séance de maquillage avant de prendre la pose grimmée en statue argentée devant les touristes parcourant la vieille Havane. Pour l'instant, elle n'est pas prête à embrasser sa carrière d'avocate. « Dans un cabinet je ne gagnerais pas la moitié de ce que j'encaisse en ce moment », affirme à l'AFP la jeune femme aux longs cheveux noirs. Elle peut amasser une vingtaine de dollars en une seule journée d'immobilité dans la touffeur émolliente de la capitale cubaine.

Face au manque de perspectives, beaucoup ont choisi d'émigrer ces dernières années. Ceux qui restent, institu-

teurs, ingénieurs ou même acteurs de télévision, intègrent la florissante économie privée en devenant serveurs, chauffeurs de taxi ou en louant des chambres à leur domicile. Certains cumulent plusieurs emplois, d'autres optent pour une reconversion radicale.

Profitant des réformes de Raúl Castro ayant ouvert l'économie au petit entrepreneuriat privé, ils sont aujourd'hui un demi-million à travailler à leur propre compte sur la grande île caribéenne. « Ce ne fut pas une décision facile », confie José Antonio, très attaché à sa vocation médicale. Mais « je devais trouver une solution pour continuer à subvenir aux besoins de ma famille ». « Je n'imagine pas un travailleur latino-américain vivre avec 25 \$ US par mois », s'étonne l'économiste cubain Pavel Vidal, de l'université Javeriana de Cali (Colombie).

En 2015, le pouvoir d'achat des Cubains ne représentait que 30% de ce qu'il était en 1989

En 1989, juste avant la crise consécutive au démantèlement du grand frère soviétique, appuie l'expert. En avril 2016, M. Castro avait admis que les salaires et retraites des employés de l'Etat étaient « insuffisants pour satisfaire les besoins élémentaires ». Il avait alors fait baisser le prix de certains aliments.

Pour attirer les devises dans les années 1990, l'ancien président Fidel Castro avait ouvert le pays au tourisme et introduit un système de double monnaie provoquant des distorsions et menaçant l'idéal égalitaire socialiste. Désormais, une minorité évoluant dans le secteur privé dépense ses pesos convertibles (« CUC »), qui équivalent aux dollars. La majorité se contente des pesos non convertibles (« CUP ») au pouvoir d'achat beaucoup plus réduit.

Malgré un Etat qui « accorde une certaine protection » dans un pays au taux de chômage officiel très flatter (2,4% en 2015), la dualité monétaire et l'inflation qu'elle engendre, ainsi que la faiblesse des réformes économiques et de l'investissement étranger présent in fine sur les bourses, estime M. Vidal. « Il faut un salaire entier pour se payer une paire de chaussures », peste José Antonio.

Ainsi les Cubains préfèrent plus souvent épouser des carrières moins prestigieuses, mais plus lucratives. De 606 863 nouveaux inscrits à l'université en 2009-2010, on est passé à 173 298 en 2014-2015, révèle le Bureau national de statistiques.

Agence France-Presse

## CAISSE DE DÉPÔT

## La branche immobilière achète encore à Manhattan

JULIEN ARSENAULT

Le bras immobilier de la Caisse de dépôt et placement du Québec continue d'accroître sa présence à New York en achetant l'ancien siège social de la banque d'affaires Goldman Sachs à Manhattan.

Ivanhoé Cambridge et son partenaire Callahan Capital Properties ont indiqué mardi qu'ils allongeaient environ 650 millions \$US afin de mettre la main sur la tour de 30 étages, située au 85 Broad Street. Goldman Sachs était à

l'origine de la construction de l'édifice en 1983 avant de plier bagage pour déménager en 2010 sur West Street, dans le quartier de la finance de Manhattan, dans un gratte-ciel de plus de 40 étages.

Il s'agit de la première acquisition d'Ivanhoé Cambridge dans ce secteur de Manhattan. Le 85 Broad Street a récemment fait l'objet d'importants travaux de rénovation ayant permis de rehausser les installations du gratte-ciel afin d'améliorer l'offre de services, notamment en ce qui a trait aux salles de conférence.

Cette transaction permet à la branche immobilière de la Caisse d'accroître à 6,7 millions de pieds carrés la taille de son portefeuille à New York. « Le 85 Broad Street offre des services et des installations des plus modernes, qui plaisent aux usagers traditionnels et de l'industrie des technologies, des arts, des médias et de l'information », a souligné le président, bureaux Amérique du Nord, d'Ivanhoé Cambridge, Arthur Lloyd, par voie de communiqué.

En 2015, Ivanhoé Cambridge avait effectué son plus important investissement à

New York aux côtés de la firme américaine Blackstone en se portant acquéreur d'un quartier locatif de plus de 11 200 appartements résidentiels à Manhattan, pour 5,3 milliards \$US. La participation du bras immobilier de la Caisse dans ce projet était estimée à 49%.

Ivanhoé Cambridge détient une participation dans près de 800 immeubles et ses actifs, en date du 31 décembre dernier, s'élevaient à environ 56 milliards \$CAN.

La Presse canadienne

## Études économiques Desjardins primées

Études économiques Desjardins arrivent au premier rang mondial du classement de la firme internationale Focus Economics pour la justesse de leurs prévisions économiques et financières pour le Canada. L'équipe économique du Mouvement Desjardins, dirigée par François Dupuis, détrône celle de BMO Marchés des capitaux, qui passe du premier rang en 2015 au deuxième en 2016. Focus Economics effectue des sondages mensuels compilant des prévisions économiques et financières pour quelque 80 pays. Une trentaine de répondants participent au sondage canadien.

Le Devoir

## ÉTATS-UNIS

## Recul de la confiance des consommateurs

Washington — Les consommateurs américains étaient légèrement moins confiants en mai, mais restaient plutôt optimistes dans l'ensemble. L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board des États-Unis a retraité à 117,9 points, comparativement à 120,3 points en avril. Il s'agissait de son deuxième recul mensuel en autant de mois. L'indice avait atteint 124,9 points en mars, ce qui constituait un sommet en 16 ans. L'indice qui prend le pouls du moral des consommateurs au sujet de la situation économique actuelle a légèrement progressé, tandis que celui qui évalue le sentiment des consommateurs vis-à-vis de l'avenir était en légère baisse.

Associated Press

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS

**INRS**  
UNIVERSITÉ DE RECHERCHE

Directrice ou directeur scientifique  
(vice-recteur)

Poste de cadre supérieur

L'INRS est une université de recherche et de formation de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles. Première au Canada pour son intensité en recherche, l'INRS rassemble 150 professeurs et plus de 800 étudiants et stagiaires postdoctoraux répartis dans quatre centres situés à Québec, Montréal, Laval et Varennes.

En tant que membre du comité de direction et relevant du directeur général (recteur), vous contribuerez à la définition des orientations et du plan stratégique de l'INRS, ainsi qu'à l'élaboration des plans d'action en découlant. Vous assurerez le suivi de la réalisation des objectifs académiques du plan stratégique et en rendrez compte aux instances de l'INRS. Vous élaborerez et mettrez en place un plan de développement de programmes distinctifs d'études supérieures et postdoctorales ainsi qu'un plan de développement de la recherche, de la valorisation et des partenariats. Vous veillerez à la qualité de la vie académique en vous assurant du respect de la mission et des valeurs de l'INRS. Vous soutiendrez les avancées scientifiques de l'INRS grâce à votre travail de valorisation, de promotion et de rayonnement des résultats de la recherche. Vous initierez et maintiendrez au Québec, au Canada et à l'international des partenariats porteurs pour l'INRS afin d'élargir et de diversifier l'offre de formation, les collaborations de recherche et le financement de la recherche.

La personne recherchée aura à composer avec un environnement complexe, riche et stimulant. Elle détient une solide expérience en gestion liée à des fonctions d'enseignement et de recherche en milieu universitaire, soutenue par une formation universitaire de 3<sup>e</sup> cycle (Ph. D.) dans une discipline pertinente aux secteurs scientifiques de l'INRS. Elle possède une excellente capacité d'analyse, de jugement, de résolution de problèmes et de prise de décisions. Son leadership innovateur et rassembleur, ses habiletés de communication et de relations interpersonnelles lui permettront de mobiliser son équipe ainsi que l'ensemble de la communauté universitaire en vue de l'accomplissement de la mission de l'INRS.

Lieu de travail : Québec avec des déplacements dans la région de Montréal.

Consultez la description complète du poste sur notre site Internet dans la section *Emplois*. Votre candidature devra être accompagnée d'un curriculum vitae ainsi que d'une lettre de motivation et transmise en ligne **au plus tard le 28 juin 2017**.

L'INRS souscrit au principe de l'égalité en emploi.

f t in inrs.ca

## LES SPORTS



MARK HUMPHREY ASSOCIATED PRESS

Défenseur gros format, Mattias Ekholm peut étreindre facilement à la fois ses coéquipiers Pekka Rinne et Viktor Arvidsson.

## SÉRIES ÉLIMINATOIRES DE LA LNH

## Mattias Ekholm: l'arme secrète des Predators

JONAS SIEGEL  
à Pittsburgh

Les coéquipiers de Mattias Ekholm se demandent bien pourquoi le défenseur de 27 ans des Predators de Nashville a dû attendre aussi longtemps avant d'être reconnu à sa juste valeur.

«Demandez à n'importe qui dans ce vestiaire: ils vous diront tous qu'il fait partie de l'élite de la ligue depuis plusieurs années, a déclaré Ryan Ellis, partenaire de longue date d'Ekholm à la ligne bleue jusqu'à ce qu'il soit remplacé par P. K. Subban cette saison. Si les médias couvraient davantage nos matchs, ils l'auraient sûrement découvert plus tôt.»

Détrompez-vous: Subban est la dynamo de cette paire de défenseurs. Mais Ekholm, le 37<sup>e</sup> défenseur repêché en 2009, s'est tranquillement révéilé un acolyte de grande qualité et se veut l'arme secrète des Preds dans leurs efforts de neutralisation de Sidney Crosby et Evgeni Malkin en finale de la Coupe Stanley.

«Ce sera la clé dans cette série que de limiter leurs chances en attaque», a souligné Ekholm avant le match n° 1, une défaite de 5-3 au cours de laquelle les Predators avaient été en mesure de contenir les Penguins, qui ont connu une séquence de 37 minutes sans obtenir de lancer au but.

## Meilleur duo

Ekholm et Subban représentent la meilleure option pour les Preds de limiter la contribution de Crosby et Malkin. Ils ont complètement neutralisé Ryan Getzlaf en finale de l'Ouest, en plus d'être extrêmement efficaces face à Vladimir Tarasenko et Jonathan Toews dans les deux premiers tours.

La Presse canadienne



PAUL CHIASSON LA PRESSE CANADIENNE

## L'Impact accède à la finale canadienne

Ignacio Piatti a inscrit deux buts sur des tirs de pénalité. Blerim Dzemaili a réussi son premier filet avec sa nouvelle équipe et l'Impact de Montréal a filé vers une victoire de 4-2 face aux Whitecaps de Vancouver, mardi, remportant du même coup leur demi-finale du Championnat canadien de soccer par le pointage cumulatif de 5-4. Le compte rendu complet est publié sur nos plateformes numériques.

## INTERNATIONAUX DE FRANCE

## Bouchard se ressaisit à temps

La Montréalaise vainc Risa Ozaki en trois sets à Roland-Garros

MICHEL LAMARCHE

Eugenie Bouchard a surmonté un premier set pour le moins laborieux pour vaincre la Japonaise Risa Ozaki 2-6, 6-3, 6-2 dans un match de premier tour des Internationaux de tennis de France.

Bouchard, qui l'a emporté en 1 h 48, a donc imité ses compatriotes Françoise Abanda et Milos Raonic, victorieux à leur première sortie du tournoi la veille.

Lors de la première manche, rien n'indiquait que la Montréalaise de 23 ans allait venir à bout de sa rivale du même âge. Bouchard a perdu les cinq premiers jeux de l'affrontement, dont trois à son service, et commis dix-sept fautes directes.

«C'est vrai que j'ai commencé tout doucement. J'étais un peu fébrile, je ne savais pas du tout à quoi m'attendre, et en fait j'ai eu l'impression de surjouer dans les cinq premiers jeux, a-t-elle déclaré. Ensuite, j'ai réalisé ce qui m'arrivait et j'ai pu m'adapter. Je ne sais pas. J'étais fébrile, tendue, je n'étais pas en confiance au niveau de mes mouvements.»

«Je me suis dit: "Il faut te détendre, et travailler ton jeu de jambes", a-t-elle poursuivi. Et j'ai rapidement réalisé que je pouvais le faire. C'était vraiment une question de confiance en moi. Même si je n'ai pas eu beaucoup d'entraînements dernièrement, le jeu est toujours là. Il faut simplement y croire.»

Bien qu'elle ait concédé cette première manche, Bouchard a commencé à hausser le niveau de son jeu et réalisé un premier bris lors du sixième jeu, avant de gagner son service pour la première fois du duel immédiatement après.

## Cadence maintenue

Bouchard a maintenu la cadence au deuxième set, lors duquel elle n'a commis que huit fautes directes, exactement trois fois moins que durant la totalité de la première manche.

À son service, la Montréalaise n'a fait face qu'à une seule balle de bris — qu'elle n'a pas su sauver —, mais elle a gagné deux fois au service d'Ozaki, incluant lors du huitième jeu du set, à la suite d'un point brillamment fabriqué.



PETR DAVID JOSEK AGENCE FRANCE-PRESSE

Eugenie Bouchard a imposé le rythme lors de la troisième manche, brisant le service de sa rivale dès le jeu initial et de nouveau au cinquième jeu.

La Montréalaise a continué d'imposer le rythme lors de la troisième manche, brisant le service de sa rivale dès le jeu initial et de nouveau au cinquième jeu. Elle a aussi servi avec plus de mordant, réalisant ses trois seuls as du match lors du set décisif. Elle a également inscrit 16 coups gagnants.

«Elle s'est bien accrochée sur le plan mental. Elle est restée bien dans le coup et lentement, mais sûrement, elle a tourné le match de sens et s'est mise à jouer le tennis dont elle est capable, plus offensif et plus consistant. Le mérite lui revient, car c'est intéressant de bien commencer, mais c'est la façon dont on finit qui importe le plus. En fin de match, elle jouait du tennis de très bon niveau. Elle n'a pas seulement gagné, elle a remplacé son jeu», a analysé Sylvain Bruneau, entraîneur responsable de l'équipe féminine du Canada

«Elle n'a pas seulement gagné, elle a remplacé son jeu»

Sylvain Bruneau, entraîneur responsable de l'équipe féminine du Canada

neur responsable de l'équipe féminine du Canada, qui a assisté au match de Bouchard.

## Prochaine adversaire

En deuxième ronde, Bouchard affrontera la Lettone Anastasija Sevastova, 17<sup>e</sup> tête de série, qui a défait l'Allemande Annika Beck, 6-2, 6-4.

Ce sera le troisième duel entre Bouchard et Sevastova. Bouchard a remporté le premier en trois manches, sur surface dure en février 2016, avant de perdre le second quelques mois plus tard.

La journée de mercredi marquera aussi le retour sur les courts de la Montréalaise Françoise Abanda et de l'Ontarien Milos Raonic. Abanda, qui s'est entraînée sur l'heure du midi, mardi, tentera de venir à bout de la Danoise Caroline Wozniacki. Il s'agira du troisième match de la journée sur le court no 2.

Quant à Raonic, cinquième tête de série, il croisera le fer avec le Brésilien Rogerio Dutra Silva sur le court no 1 en milieu de journée.

La Presse canadienne

## Tiger Woods aurait été trouvé endormi à son volant

Le golfeur Tiger Woods a été trouvé endormi à son volant, mais il n'avait aucune trace d'alcool dans son système lorsque des policiers ont remarqué sa voiture arrêtée le long d'une route de la Floride tôt lundi.

C'est ce que révèle un rapport de police rendu public mardi. Selon ce rapport, Woods était seul dans sa Mercedes et portait sa ceinture de sécurité. Le rapport ajoute que les agents ont réveillé Woods, et que celui-ci «avait des problèmes d'élocution et parlait lentement». Woods a dit aux policiers qu'il avait consommé plusieurs médicaments sur ordonnance.

Associated Press

## Sudoku

par Fabien Savary

7	2			5							
				6	4				2		
3				2				6	9	1	
	1							2			
9				7	6	5				8	
						4				9	
	6	4									
1						6	5				
							8				

Niveau de difficulté : DIFFICILE

3615

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

## Solution du dernier numéro

2	1	7	8	9	4	6	3	5
9	6	8	1	5	3	4	2	7
3	5	4	2	6	7	9	1	8
8	3	2	9	7	5	1	4	6
5	4	6	3	1	2	7	8	9
7	9	1	4	8	6	2	5	3
6	2	5	7	3	1	8	9	4
1	7	9	5	4	8	3	6	2
4	8	3	6	2	9	5	7	1

3614

## SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary  
En exclusivité sur le site des Mordus  
www.les-mordus.com

## MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

3479

## HORIZONTALEMENT

- Cruels.
- Il vole - Mange de l'herbe.
- Drame lyrique japonais - Bisou - Longue pièce de bois du gréement d'un bateau.
- Qui n'offre aucun danger - Prononcés - Moyen de transport très rapide.
- Patron de l'Angleterre (Saint-) - Noyée.
- Elève au rang de - Barre pour fermer une porte.
- Très mince - S'incliner.
- La saison du golf - État d'un être qui ne dort pas.
- Rivière de France - L'acier, par exemple.
- Insecte social - Monnaie d'Autriche.
- On y enroule les amarres - Fait de vive voix.
- Glace aux fruits confits - Patrie de Brassens.

- Nickel - Passereaux insectivores.
- Poisson - Plumards.
- Page d'un journal - Entrave - Prénom féminin.
- Passe-partout - Relatif au raisin.
- Nota bene - Banal - Cégépien.
- Dieu de la Guerre - Production de l'épiderme.
- Une des Cyclades - Vêtements de protection.
- Séparation - Début de journée.
- Niveau - Qui n'a aucun gré.
- Garçon de café - Dieu joufflu.

## VERTICALEMENT

- Indélicatesse - Point de départ.
- Se mettre à table - Dans la jambe.

1	L	A	P	A	L	I	S	S	A	D	E	S
2	I	N	A	N	I	M	E	E	V	A		
3	C	O	N	G	O	A	C	T	U	E	L	
4	E	N	T	E	N	D	U	A	X	I	S	
5	N	I	L	O	X	E	R	L	A			
6	C	A	N	I	F	S	V	I	O	L		
7	I	N	Q	U	E	M	A	N	D	E	R	
8	E	C	L	U	S	E	S	O	U			
9	H	U	E	E	M	E	T	R	E	S		
10	M	O	N	S	T	R	E	R	A	P	E	
11	O	T	E	T	A	S	M	A	N	T	I	E
12	I	S	S	U	E	S	A	C	T	I	E	S

3478

SOLUTION DU DERNIER



Les étudiants qui intègrent le Cercle des jeunes leaders de la fonction publique sont proposés par les organisations elles-mêmes, qu'il s'agisse de ministères, d'organismes publics tels que la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) ou Revenu Canada.

ENAP

## Un Cercle des jeunes leaders « transformationnels »

La huitième cohorte du Cercle des jeunes leaders est en train d'être sélectionnée. Une quarantaine de candidats pour vingt places sur les bancs de l'École nationale d'administration publique (ENAP) à la rentrée prochaine. Des fonctionnaires de niveau 3 ou 4 destinés à devenir l'élite de la fonction publique québécoise et que leur organisation renvoie à l'école afin d'acquérir des connaissances tacites, qui sans ce programme, et alors que de nombreux hauts cadres prendront leur retraite dans les prochaines années, seraient tout simplement perdues.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN  
Collaboration spéciale

« **D'**ici cinq ans, 41 % des cadres de la fonction publique de niveau 1, 2 et 3, les plus hauts placés donc, vont partir à la retraite, indique Natalie Rinfret, professeure à l'ENAP et titulaire de la Chaire La Capitale

en leadership dans le secteur public. Ça représente cinq cents personnes environ. Ce qui pose un défi majeur, celui du transfert des connaissances de toute la mémoire organisationnelle de la fonction publique. Cette mémoire est énorme, mais elle n'est pas écrite. »

D'où l'idée qui a germé en 2009 de ce Cercle des jeunes leaders de

la fonction publique. Au départ, il s'agissait d'attribuer à des gestionnaires talentueux un mentor en la personne d'un haut fonctionnaire proche de la retraite afin qu'à force de discussions, celui-ci lui transfère une partie au moins de toute la science acquise durant ses quelques décennies de service.

« Très vite, nous nous sommes



Nathalie Rinfret

rendu compte que cela ne suffisait pas, précise M<sup>me</sup> Rinfret. Les étudiants nous ont dit qu'ils souhaiteraient également pouvoir échanger entre eux sur les défis qu'ils ont à relever dans leur propre organisation. Qu'ils auraient aussi besoin, en plus de leur relation exclusive avec leur mentor, d'ateliers plus spécifiques avec d'autres hauts cadres. Nous avons donc intégré des séances d'apprentissage avec des sous-ministres. »

Les étudiants sont proposés par les organisations elles-mêmes, qu'il s'agisse de ministères, d'organismes publics tels que la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) ou Revenu Québec. Tous passent ensuite des entrevues

VOIR PAGE B 7 : LEADERS

## « La fonction publique est en pleine effervescence »

Après plusieurs années difficiles dues à un contexte de compressions tant dans les budgets que dans les effectifs, le directeur général par intérim de l'École nationale d'administration publique (ENAP), André Bourret, affirme que la fonction publique attire de nouveau les jeunes.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN  
Collaboration spéciale

« Nous entrons dans une ère beaucoup plus positive, affirme-t-il. Cela ne veut pas dire que les effectifs vont de nouveau augmenter, mais il y a indéniablement un changement de garde. Beaucoup de départs à la retraite. Un énorme besoin de relève. La fonction publique est en pleine effervescence. »

Une relève que l'ENAP se dit prête à former. La seule école francophone d'administration publique en Amérique du Nord a même revu tous ses programmes afin de s'adapter aux mutations que connaît la fonction publique au Québec, mais aussi partout dans le monde.

« Nous entrons dans un nouveau paradigme, souligne M. Bourret. Il faut améliorer les services rendus à la population, notamment dans un contexte de vieillissement, alors même que les effectifs sont réduits. Bref, nous aurons besoin d'équipes plus efficaces et d'une gestion axée sur les résultats. »

L'ENAP reçoit environ 2500 étudiants et propose des programmes de deuxième et troisième cycles. Elle a des antennes à Montréal, à Québec et à Gatineau, mais se déploie également à Saguenay et à Trois-Rivières, et s'externalise même parfois au sein d'organismes régionaux ayant des besoins spécifiques. Des cours en ligne sont également proposés, certains programmes pouvant être totalement suivis depuis la maison.

L'école propose cependant essentiellement deux grands profils. Une maîtrise en administration publique exécutive destinée principalement à des gestionnaires qui travaillent déjà et qui étudient à temps partiel, et une autre à destination d'étudiants en tout début de carrière, voire sortant du baccalauréat. Eux étudient le

plus souvent à temps plein.

« La première a été complètement revue il y a deux ans, indique le directeur. Nous avons consulté le milieu pour procéder à sa refonte et elle est aujourd'hui axée sur la gestion des ressources humaines et financières, le leadership, la gestion du changement et de la transformation des organisations, ou encore l'intelligence d'affaires appliquée au secteur public. Depuis, nos cohortes augmentent de 5 à 20% selon les trimestres. Le deuxième profil sera quant à lui renouvelé l'automne prochain. »

Celui-ci est destiné à former des gens qui appuieront les décideurs. Des gens capables de faire de la veille et de fouiller des bases de données, des chercheurs, des conseillers qui apprendront notamment à utiliser tous les outils capables de les aider dans la mise en œuvre de politiques publiques.

Pour favoriser l'adaptation aux changements, plusieurs thématiques ont fait leur apparition ou ont été renforcées dans les programmes. Parmi elles, l'économie collaborative, la gestion de la diversité, le développement durable, la gestion des marchés publics dans une optique de lutte contre la corruption, ainsi que la transformation de l'État à l'ère du numérique.

« On y évoque notamment tout ce qui a trait à la gestion des réseaux sociaux, les données ouvertes et les données massives ou encore l'accès à l'information, explique André Bourret. Nous évoquons également la problématique de la radicalisation, toute la question des accords internationaux, le leadership chez les femmes en gestion, etc. »

Enfin, l'ENAP proposera dès l'automne prochain un programme de deuxième cycle de gestion en contexte autochtone, en collaboration avec le Conseil en éducation des Premières Nations.



André Bourret

## Nous travaillons pour vous!

Des services publics intègres et de qualité sont essentiels pour notre bien-être collectif.

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

# SPGQ



La fonction publique aurait un énorme besoin de relève, selon le directeur général par intérim de l'École nationale d'administration publique (ENAP), André Bourret.

**DESJARDINS**  
COMPLICE DES PROJETS COMMERCIAUX  
ET IMMOBILIERS DES EMPLOYÉS  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
PROVINCIALE ET FÉDÉRALE



Nos conseillères Services aux entreprises  
Vous pouvez les joindre au 1-866-246-2540



Cristina Diaz  
cristina.w.diaz@desjardins.com



Karine Tremblay  
karine.m.tremblay@desjardins.com

# FONCTION PUBLIQUE

LOI 87

## Les lanceurs d'alerte sont-ils bien protégés ?

La Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai dernier. Les lanceurs d'alerte bénéficient-ils désormais d'un recours réellement fiable et confidentiel ?

ETIENNE PLAMONDON EMOND

Collaboration spéciale

Plusieurs dizaines de dossiers ont déjà été créés au Bureau de la protectrice du citoyen en lien avec la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics. C'est ce qu'affirme la protectrice du citoyen, Marie Rinfret, près d'un mois après l'entrée en vigueur de ladite loi.

Le projet de loi 87, adopté le 9 décembre 2016, a donné à ce bureau impartial et indépendant le mandat de recevoir, de manière confidentielle, le signalement de contraventions à des lois ou des règlements, de manquements graves à des normes d'éthique ou de déontologie, d'usage abusif de fonds publics, de cas graves de mauvaise gestion, ainsi que d'agissements qui pourraient porter atteinte à la santé, à la sécurité ou à l'environnement en lien avec les activités des organismes publics. La protectrice du citoyen détient ensuite le pouvoir d'enquêter, d'exiger qu'on lui communique des renseignements et documents nécessaires, ainsi que de contraindre une personne à témoigner.

### Une structure imperméable

Séparée par une « muraille de Chine », selon les mots de M<sup>me</sup> Rinfret, une équipe d'une dizaine de personnes travaille dans cette nouvelle direction des enquêtes sur les divulgations en matière d'intégrité publique sous l'égide de l'ombudsman. « Les effectifs sont en place, assure M<sup>me</sup> Rinfret, ce qui fait que mon enjeu, actuellement, c'est vraiment de faire connaître ce droit. »

L'attribution de ce mandat à une entité indépendante a été applaudie par le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) et par le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). La Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles, adoptée par le gouvernement fédéral en 2007, s'est révélée inefficace après avoir remis cette tâche entre les mains d'un Commissaire à l'intégrité du secteur public, nommé après une consultation des partis reconnus au Sénat et à la Chambre des communes. Devant la commission Charbonneau, l'organisation Transparency International avait souligné en 2014 que sur 200 divulgations, seulement 6 avaient mené à une enquête, dont aucune n'avait donné raison au dénonciateur.

À Québec, le SFPQ et le SPGQ indiquent faire confiance à la protectrice du citoyen. Richard Perron, président du SPGQ, déplore néanmoins que la loi 87 engendre une confusion en obligeant tous les ministères, organismes publics et sociétés d'État à créer leur propre mécanisme interne de plainte. Il invite les membres de son syndicat à signaler directement les problèmes à la protectrice du citoyen, comme la loi le permet, afin de minimiser les risques de représailles. « On va faire un guide



Dans la protection accordée aux lanceurs d'alerte, les deux syndicats se réjouissent que la loi renverse le fardeau de la preuve dans le cas où une personne se dirait victime de représailles après avoir signalé un acte répréhensible auprès de la protectrice du citoyen.

dans lequel on va inscrire en gros, en encadré et en caractère gras : surtout, ne passez pas par votre système de plainte à l'interne », affirme-t-il.

De plus, il considère que l'argent dépensé dans ces mécanismes internes aurait plutôt dû être accordé à la protectrice du citoyen. Dans le dernier budget, le gouvernement du Québec lui a accordé 1,26 million pour sa nouvelle mission. Une somme jugée insuffisante par M. Perron, qui la compare aux 5,5 millions consacrés annuellement par la Ville de Montréal au Bureau de l'inspecteur général, dont le mandat se limite aux contrats publics municipaux. Il est à noter que la protectrice du citoyen réserve un budget pour permettre aux témoins d'obtenir des conseils juridiques.

### Le fardeau de la preuve renversé

Dans la protection accordée aux lanceurs d'alerte, les deux syndicats se réjouissent que la loi renverse le fardeau de la preuve dans le cas où une personne se dirait victime de représailles après avoir signalé un acte répréhensible auprès de la protectrice du citoyen. Ce sera ceux désignés comme responsables des représailles qui devront désormais justifier pourquoi certaines de leurs actions, comme des suspensions ou des congédiements, ne constituaient pas une réponse à une divulgation d'informations. « Pour nous, c'est une très belle avancée », dit Christian Daigle, président du SFPQ, qui rappelle que cet élément faisait défaut dans la loi fédérale.

« C'est ça qui donne des dents à la loi », juge aussi M. Perron. À son avis, cette mesure rendra les démarches plus rapides, alors que jusqu'ici les griefs sur cette question prenaient beaucoup de temps à aboutir. « Pour celui qui applique ou conçoit des représailles, il va y avoir un prix à payer et cela ne prendra pas des années », souligne-t-il.

Les syndicats s'inquiètent tout de même du fait que la loi génère un faux sentiment de sécurité. « On fait beaucoup de sensibilisation auprès de nos membres avant que des cas malheureux surviennent », souligne Christian Daigle. Il soulève le dossier en arbitrage, révélé par *Le Soleil* le 30 avril dernier, d'un inspecteur au ministère de l'Environnement, qui a été congédié après

avoir donné des informations à des journalistes en 2015. Or, même sous la loi actuelle, ce divulgateur n'aurait pas été davantage protégé.

Lorsqu'un lanceur d'alerte dévoile une information publiquement ou par l'entremise des médias, la loi assure une protection contre les représailles seulement lorsque l'« acte commis ou sur le point de l'être présente un risque grave pour la santé ou la sécurité d'une personne ou pour l'environnement » et que l'urgence de la si-

tuation ne lui permet pas de passer par les autres mécanismes de divulgation. Dans un tel cas, la personne doit au préalable communiquer l'information à un corps policier ou au Commissaire à la lutte contre la corruption. Cet article a notamment été dénoncé par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), qui jugeait « prématuré et irresponsable » l'adoption du projet de loi 87 avant la tenue de la commission Chamberland sur la protection de la confidentialité des sources journalistiques.

« Cette obligation de passer par la police avant les journalistes, c'est de nature à nuire à l'efficacité des divulgations et à mettre en cause la santé et la sécurité de la population », juge M. Perron. Le président du SPGQ souhaitait que la loi protège aussi les personnes révélant des informations aux journalistes. Mais le syndicat se voit désormais forcé de recommander à un lanceur d'alerte d'éviter les médias si l'acte répréhensible ne représente pas un danger pour la population ou l'environnement. « Si on lui laisse entendre qu'il peut parler aux journalistes, puis qu'il est congédié [...] on ne pourra rien faire pour le défendre, explique-t-il. Il va se retourner contre nous et va nous attaquer pour l'avoir mal défendu. Il va pouvoir faire une plainte contre nous en vertu du Code du travail. »

Richard Perron aimerait que le gouvernement du Québec prenne « un engagement formel » de dresser un bilan de la loi dans trois ans. À Ottawa, la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles fait actuellement l'objet d'une révision... dix ans après son adoption.

### Où sont les municipalités ?

Les grands absents dans la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics s'avèrent les municipalités, qui ne sont pas soumises à la nouvelle législation. « On pense que ça va créer deux classes de lanceurs d'alerte »,

s'inquiète Rodolphe Parent, de la Ligue d'action civique. « C'est navrant, dit André Émond, président du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal. Le fait qu'il n'y ait pas de protection dans le domaine municipal vient atté-

nuer grandement cette loi. » Même s'il juge la situation « moins grave » à Montréal en raison de la présence du Bureau de l'inspecteur général, il rappelle que la corruption municipale peut se produire autrement que par l'entremise des contrats publics.

## LEADERS

SUIITE DE LA PAGE B 6

avec une équipe de l'ENAP. Très peu de critères, si ce n'est le fait d'être talentueux et de vouloir mettre ce talent au service du public. Il doit également leur rester au moins quinze ans de service. La moyenne d'âge tourne autour de 41 ans. La formation dure dix-huit mois.

François Dubé est aujourd'hui chef du service de la gestion intégrée des contrôles et de l'information sur la rémunération à la Direction générale des ententes et du règlement à la RAMQ. Il est passé par le Cercle des jeunes leaders en 2015-2016. « Le Cercle, ce n'est pas une recette toute faite qu'on va pouvoir aller appliquer de retour à nos bureaux, explique-t-il. Mais c'est un moment de recul où l'on peut réfléchir sur notre pratique, cerner nos points faibles et avoir toutes les ressources humaines nécessaires pour y remédier. »

Il souligne que, dans la fonction publique, tout est normé : la hiérarchie, les congés, les salaires, etc. Il faut donc réussir à mobiliser les équipes différemment afin qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes, et ce, pour servir au mieux le public... dans un contexte de restriction budgétaire et de diminution des effectifs. Les mobiliser en leur permettant de s'exprimer notamment, en tirant parti de la richesse des différentes expertises, en les responsabilisant dans leurs tâches quotidiennes.

« Nous avons les mêmes défis que toutes les entreprises, estime-t-il. Celui de l'attraction et de la rétention des meilleures ressources. Pour cela, nous devons donner un sens à leur travail. C'est le genre de choses que nous apprenons grâce au Cercle. »

Aujourd'hui à la retraite après avoir terminé sa carrière en tant que sous-ministre adjoint, Claude Provencher fait partie des mentors que le programme met à la disposition des étudiants. Il explique que le Cercle a pour mission d'outiller des leaders qu'il dit « transformationnels ». « Des gens capables de développer des compétences pour mobiliser, précise-t-il. Capables de conduire le changement, d'être

centrés sur les résultats et ayant un sens politique, une vision. »

Il prend pour exemple les inondations du début du mois de mai au Québec où certaines équipes étaient sur le terrain sept jours sur sept. « Comment parvenir à s'assurer qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes ? demande-t-il. Comment faire en sorte également que tous les services collaborent ? Les inondations ont mobilisé l'armée, les ministères de la Sécurité publique, des Transports, les municipalités, les services de santé, les écoles, etc. Comment les gens trouvent leur place afin qu'au bout du compte, le public soit satisfait. Ça demande une certaine forme de leadership. »

Mais comment également être capable de mobiliser en dehors des situations de crise ? Faire plus avec moins ? Se donner des défis pour renouveler la fonction publique ? Toutes ces choses qui s'acquiescent par l'expérience. « Sur ce point, un bon jumelage avec le mentor est fondamental », estime David Létourneau, aujourd'hui directeur régional Estrie au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Passé par le Cercle des jeunes leaders en 2012-2013, il a justement eu pour mentor Claude Provencher.

« On apprend beaucoup de nos tête-à-tête, poursuit-il. Durant le programme et même après. Je l'ai encore eu au téléphone aujourd'hui et on a convenu de se voir la prochaine fois que je passerai à Québec. Mais nous formons également un véritable réseau avec tous les membres de notre cohorte. Ça nous ouvre des portes lorsque nous avons besoin de contacter quelqu'un dans un autre ministère, une autre organisation. Ça accélère les dossiers. »

Cette formation de haute qualité est entièrement financée par les organismes de provenance des jeunes gestionnaires sélectionnés et le secrétariat du Conseil du trésor. Avec le risque qu'ils s'en aillent ensuite vers le privé...

« Un risque très faible cependant, croit Natalie Rinfret. Parce qu'être sélectionné est extrêmement valorisant. Cela leur donne le signal qu'on les voit occuper, dans un avenir plus ou moins proche, des fonctions plus élevées et qu'ils ont une place pour faire une belle carrière au sein de la fonction publique québécoise. »



**École nationale  
d'administration publique**

# PARCE QUE NOTRE SOCIÉTÉ MÉRITE LE MEILLEUR


**Programmes universitaires**  
spécialisés, réputés et flexibles

**Formation continue**  
orientée vers la performance individuelle et collective

**Service-conseil**  
adapté aux enjeux et défis  
des individus et des organisations

**Recherche**  
de pointe en administration publique

**AVEC  
& POUR**  
les acteurs publics

 /enap.ca
  info\_enap
 
[www.enap.ca](http://www.enap.ca)

# Les mots de 2018, entre burkini, gougounes et emportierage

Le politique et la technologie dominent les nouveautés du Petit Larousse et du Robert illustré

ALAIN JEAN-ROBERT  
à Paris

Quelle «cramine»! On n'a pas envie de quitter sa «douillette» sinon pour enfiler ses «gougounes», avaler un «cromesquis», voire boire un «oolong». Du mal à suivre? Il est temps d'ouvrir le millésime 2018 du Petit Larousse et du Robert illustré.

Le Petit Larousse annonce 150 nouveaux mots, sens, locutions et expressions — dont la québécoise «douillette» — et une cinquantaine de nouvelles personnalités, dont le président français Emmanuel Macron.

Le Robert illustré intègre au total quelque 200 nouveautés dans son dictionnaire, telle cette «cramine» (froid intense) venue de Suisse ou nos «gougounes» bien québécoises. Emmanuel Macron y figure aussi, tout comme le chef d'orchestre québécois Yannick Nézet-Séguin, l'homme d'affaires Guy Laliberté et les écrivaines Kim Thúy et Anne Robillard.

Du Québec toujours, «emportierage» fait son entrée dans Le Robert. Ce nom masculin tiré de portière sert à nommer la collision d'un véhicule en mouvement avec la portière ouverte d'un véhicule à l'arrêt. S'ajoute aussi «inhalothérapie», un nom féminin utilisé couramment dans nos hôpitaux pour parler d'un traitement des affections cardiorespiratoires.

Beaucoup de nouveaux mots sont liés à la sphère politique. Ainsi, Le Petit Larousse a introduit dans son lexique le mot «hacktivisme» (l'activisme numérique) et «ubérisation», tandis que Le Robert illustré évoque la «post-vérité» et le «burkini».

Si le nom du nouveau président français, élu le 7 mai, figure dans les deux dictionnaires, le nom du nouveau premier ministre français, Édouard Philippe, brille par son absence.

«Nous avons bloqué l'impression du dictionnaire jusqu'au 8 mai pour pouvoir y mettre le nom du nouveau président», raconte Carine Girac-Marinier, la directrice du département dictionnaires des éditions Larousse.

Une notice, avec photo, est consacrée au président (entre l'écrivain latin Macrobe et la notice sur Madagascar), mais Larousse a aussi réussi l'exploit technique de placer Emmanuel Macron sur une de ses 160 planches (celle consacrée aux présidents de la V<sup>e</sup> République) et dans deux tableaux chronologiques accompagnant le long article sur la France.

Davantage que la politique, la gastronomie demeure une grande pourvoyeuse de mots nouveaux. La «focaccia» (spécialité italienne)

fait son entrée dans le Larousse, tout comme le «tangelo» (un agrume) ou la «mique» (plat d'Aquitaine), tandis que Le Robert en croque pour la «ciabatta» (autre spécialité italienne), le «combava» (autre agrume) et le «cromesquis» (boulettes au fromage), qui peuvent évidemment convenir à un «flexitarien» (qui limite sa consommation de viande).

Les deux dictionnaires ont adopté quelques mots communs, comme «gameur» (passionné de jeux vidéo), mais pas question de «spoiler» tout ce qu'on peut trouver dans ces ouvrages.

## Inventifs et variés

Les mots de la francophonie et le français régional se révèlent particulièrement inventifs. Grâce au Petit Larousse, on saura à quelle occasion demander à sa partenaire de «bisser» (l'inviter à danser), ce qui peut être une bonne raison de «faroter» (frimer). De passage en Suisse, on pourra déguster un «biscôme» (pain d'épice) en toute connaissance de cause, grâce au Robert illustré.

Du côté des personnalités, on note l'arrivée dans Le Petit Larousse de l'écrivain Jean-Christophe Rufin (par ailleurs «parrain» de l'édition 2018), membre de l'Académie française, et de la danseuse étoile Aurélie Dupont.

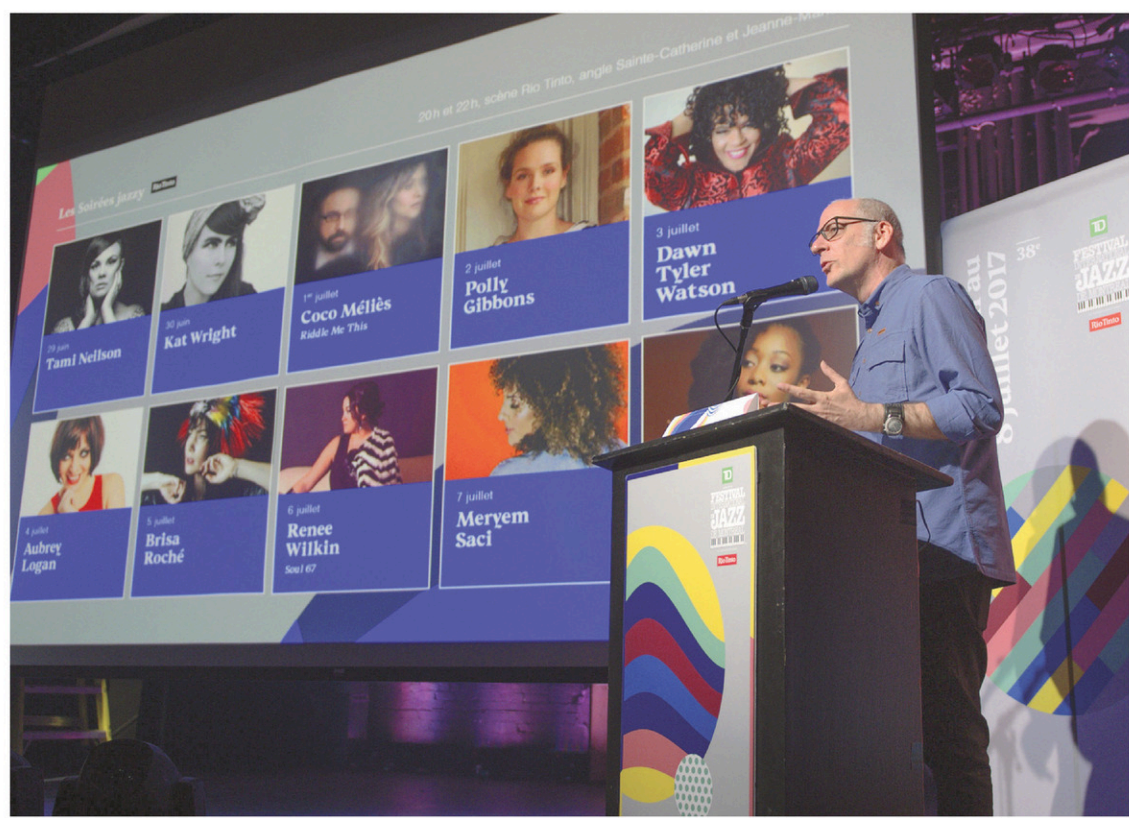
«Pendant longtemps, le dictionnaire a été pour moi synonyme de cauchemar. Chaque fois que je faisais une faute d'orthographe, mon père me renvoyait rudement vers le Larousse, raconte la directrice de la danse à l'Opéra de Paris. Mais maintenant j'y suis, et ça change tout.» Outre Le Petit Larousse, la danseuse fait également son entrée dans Le Robert illustré.

Le handballeur Nikola Karabatic, le cuisinier Bernard Pacaud, l'écrivain algérien Boualem Sansal, le dessinateur suisse Cossey ou encore le biathlète Martin Fourcade se retrouvent dans Le Petit Larousse aux côtés de la soprano Patricia Petibon, de l'historien Michel Winock ou encore l'actrice Catherine Mallet.

Dans Le Robert illustré, on trouve notamment la mystérieuse romancière italienne Elena Ferrante, son collègue Erri De Luca, le comédien Omar Sy, la photographe américaine Annie Leibovitz ou l'économiste Jean Tirole.

Le Robert illustré et Le Petit Larousse seront mis en vente respectivement les 15 et 20 juin en France, en Belgique et en Suisse. Au Québec, les sorties sont prévues en juillet pour Le Petit Larousse et en août pour Le Robert illustré.

Avec Le Devoir  
Agence France-Presse



VICTOR DIAZ LAMICH

3000 musiciens, plus de 500 spectacles, ça parle! Le grand manitou de la programmation du Festival international de jazz de Montréal, Laurent Saulnier, a dévoilé les noms des affiches mardi.

## PROGRAMMATION EXTÉRIEURE

# Cinq cents possibilités

Promenade au petit bonheur ou plan de match précis, telle est la question lorsqu'on vit son festival de jazz à l'air libre

SYLVAIN CORMIER

«À partir d'un certain chiffre, tout le monde écoute», faisait dire le dialoguiste Michel Audiard à Jean Gabin (je cite de mémoire). En effet, 3000 musiciens, plus de 500 spectacles, ça parle. Ça dit haut et fort que, si vous ne trouvez pas votre peinture dans le lot, c'est que vous avez le pied droit à la place du gauche, et vice versa. Suffit de marcher un peu par là, ou par là, ou encore par là, dans le grand quadrilatère qu'occupera du 28 juin au 8 juillet le Festival international de jazz de Montréal, et l'une des 20 scènes remplira le regard et les oreilles.

Que choisir? On peut y aller selon la direction du vent ou l'âge du capitaine, déambuler en gouquette, plus touriste que mélomane. On peut aussi se tracer des itinéraires — j'en connais beaucoup — en fonction de goûts préalablement définis. D'autres encore vont systématiquement vers ce qu'ils ne connaissent pas. Au FIJM, on peut tout faire: il y a tellement à faire.

Rien que sur la grande scène de la place des Festivals, on est réquisitionné par Betty Bonifassi, qui ne manquera pas de soulever la foule avec les chants d'esclaves de son album *Lomax*. Pokey LaFarge, que l'on dirait sorti des années 1920, réglera: on ne résiste pas longtemps au ragtime, au country blues. La bande à Valaire aura encore une fois l'électro-pop irrésistible. Et le collègue Philippe Renaud me susurre qu'il ne faut pas manquer The Brooks, dont le funk fout en syncope!

À l'autre grande scène, sur la Catherine à l'angle de Jeanne-Mance, on multiplie aussi les propositions gagnantes d'emblée. Je vous signe un papier si vous voulez: l'époustouflante et soulful Tami Neilson va vous jeter par terre, et en même temps toutes les bâtisses autour. Du chien comme Wanda Jackson, une voix pas si loin de Patsy Cline, et plus encore. La voir dehors, en toute gratuité, est une chance extraordinaire à saisir: la prochaine fois, s'il y a une justice, elle fera Wilfrid. Renee Wilkin, reprenant les succès soul et R'n'B de l'été de l'Expo, ne peut que faire plaisir au plus grand nombre.

Le duo Coco Méliès, avec ses mélodies et ses harmonies folk-pop, montrera bien à quel point la douceur et le raffinement ont leur place sur une grande scène extérieure.

## Fêter Montréal... et le Canada!

On pourrait tout aussi bien s'abonner au Club Jazz Casino de Montréal: vous y attendent 26 formations, et ça ratissera large autant que ça visera pointu, du swing manouche à du Coltrane, du répertoire Richard Rodgers des «musicals» de Broadway jusqu'à des percussions à la congolaise. La scène blues se devait de rendre hommage au très aimé et très regretté Bob Walsh: son frère d'âme Guy Bélanger rassemblera du beau monde pour l'occasion. Un *show* de guitare slide par l'as Jack Broadbent? Je suis preneur. Li'l Ed et ses Imperials? Une valeur sûre n'est pas moins valable parce qu'elle est sûre. J'en passe, j'en passe, et sans doute des meilleurs: c'est aussi ça, le FILM à l'extérieur. Il nous en échappe. Par exemple, à minuit les 2 et 3 juillet au Savoy du Métropolis, il y aura Coyote Bill: ça déménage, ce groupe local de beaux fous sauvages, c'est démentiel.

Quatre «grands événements» feront saillie dans toute cette cohue. Notez la symétrie: un mégaspectacle (dont la composition reste à venir) célébrera les 375 ans de Montréal en ouverture le 28 juin et un mégaspectacle intitulé *Discothèque* réglera le cas des 150 ans du Canada le 1<sup>er</sup> juillet (avec Men Without Hats, Radio Radio, Muzion, DJ Champion et autres Carly Ray Jepsen). Une sorte de grand bivouac aura lieu le 4 juillet avec le collectif Walk of The Earth, et c'est au chanteur-rappeur-batteur Anderson .Paak (oui, avec le point devant le P majuscule) que reviendra l'honneur (ou la tâche ingrate, c'est selon) de clore le festival avec son groupe The Free Nationals.

Etes-vous étourdis? Simple aperçu, tout ça. Gare aux vertiges des choix parfois déconcertants. Suivez le guide, ça ne peut pas nuire: l'équipe du *Devoir* ne sera pas chiche, rayon suggestions.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'écrivaine Kim Thúy fait son entrée dans Le Robert.

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

**160**  
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC - 3 1/2, demi s/sol, rénové, 4 électros neufs, près métro, N-fum., pas d'animx. 8790 Marcel-Cadieux. Enquête de crédit. 800 \$ 514-443-2343

**DISCRIMINATION INTERDITE**

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

**OUTREMONT - 6 1/2**  
Pl. bois franc, calme, ensoleillé. JUILLET. 2 000 \$ chauffé 514-972-8385

**ROSEMONT**  
Libre 1<sup>er</sup> JUILLET  
Beau 3 1/2 rénové, haut de triplex, 1 CAC fermée, propriétaires occupants, entrées lav/séc., 5 min. du Parc Maisonneuve et métro Viau, non fumeur. 775 \$ chauffé 514-349-0493

**ROSEMONT/PETITE PATRIE**  
Lot 600 p.c. rénové, h-triplex, pers. tranquille, seule, à qq pas rue Masson, non-fum., pas animaux. mmetivier@me.com

**160**  
APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

VILLE-MARIE - 3 1/2 AU RDC  
Magnifique terrasse privée, rénové, 1 CAC, 4 électros inclus. Prés CHUM, UQAM, SRC, Foyer. JUIN 1 200 \$ 514-528-8273

**163**  
OFFRE À PARTAGER

CHAMBRE À LOUER. Beau 5 1/2 chic et ensoleillé à Outremont. Femme n-fumeuse seulement. JUILLET/AOÛT Vanessa 514-271-2202

**170**  
HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PROVENCE  
Vallée du Rhône  
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet. www.bonnevisite.ca/nyons marieharlie@gmail.com 819-300-1330

**177**  
GÎTES, SÉJOURS ET COUETTES / CAFÉ

GÎTE À VENDRE  
Clé en main (B&B) - Ile Anticosti Héloïse 579-488-0323

**307**  
LIVRES ET DISQUES

\*Librairie Bonheur d'Occasion\*  
achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 1317, ave du Mont-Royal Est

**165**  
PROPRIÉTÉS À LOUER

CHARLEVOIX : LE FLEUVE DANS VOTRE ASSIETTE



À LOUER AU MOIS

Maison sur la falaise de Pointe-au-Pic (La Malbaie). Tranquille. Entièrement meublé, 3 chambres, tout compris, câble, Wi-Fi. Vue panoramique sur le fleuve et les montagnes. Prés de tous les services et attractions. Immense terrain. Non-fumeur. Pas d'animaux. Avril, mai, octobre et novembre 2017 : 2 000 \$ / mois Septembre et décembre 2017 : 2 500 \$ / mois 438-491-2301 PRECOURT.GAGNE@GMAIL.COM

Alternatives  
Construire ensemble un monde différent  
Pour nous appuyer : www.alternatives.ca • 514-982-6606

**564**  
DÉCORATION INTÉRIEURE



**564**  
DÉCORATION INTÉRIEURE

**515**  
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTI ?  
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien

Promotion spéciale  
Petites annonces

Pour les annonces textes de 5 lignes et moins  
7 jours de parution 100\$  
OU  
4 samedis consécutifs 100\$  
Pour information Téléphone : 514 985-3322 Courriel : petitesannonces@ledevoir.com LE DEVOIR

**564**  
DÉCORATION INTÉRIEURE

BAIN EN BOIS 100 % QUÉBEC ARTECO INC

arteco.ca 438.397.1560 arteco.inc@gmail.com

PARCE QUE VOUS ÊTES UNIQUE

## AVIS DE DÉCÈS



Le, Phuoc Hoang  
1945-2017

À Montréal, le 17 mai 2017, à l'âge de 71 ans, est décédé M. Phuoc Hoang Le.  
Il laisse dans le deuil son épouse Hong Loan Le, ses enfants Vy-Van Le (Michael Hughes) et Dany Hoang Dang Le (Phuong Anh Duong), ses petites-filles, son petit-fils, frères, sœurs, parents et amis.  
La famille recevra les condoléances au Complexe funéraire Urgel Bourgie, 1255 Beaumont, Ville Mont-Royal le dimanche 4 juin 2017 de 11h à 21h.

URGEL BOURGIE

Consultez notre registre au [urgetbourgie.com](http://urgetbourgie.com) / 514 735-2025  
Les funérailles auront lieu le 5 juin 2017 à 11h15 en l'église Saint-Marc, 2602 Beaubien Est, Montréal. L'inhumation suivra au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.



Mathieu, adba, firac Almas  
1926-2017

À Montréal, le 21 mai 2017, à l'âge de 91 ans, est décédé Almas Mathieu, architecte, époux en premières noces de feu Denise Roberge.

Il laisse dans le deuil son épouse, Cécile Bouchard, sa fille Hélène, ses petits-enfants Rébecca et Alexandre, ses arrière-petits-enfants Camille et Éloï, ainsi que de nombreux parents et amis.

Durant plus de 40 ans, Almas a exercé sa profession à travers la province. Il était fellow en architecture de l'IRAC.

Ceux qui le souhaiteront seront accueillis au

ETERNA  
Complexe funéraire • Funeral Complex  
DIVISION • MAISON AARON

55, Gince, Montréal QC H4N 1J7  
Jonction aut. 15 Nord & 40 Ouest / près du Marché Central (arrondissement St-Laurent) [www.complexeeterna.com](http://www.complexeeterna.com)

La famille recevra les condoléances, le samedi 3 juin 2017 de 11h à 16h30, suivi de la liturgie de la Parole.

Des dons à la Société de recherche sur le cancer seraient appréciés.

[www.societederecherchesurlecancer.ca/](http://www.societederecherchesurlecancer.ca/)  
faites-un-don/unique

Pour une publication section décès dans LE DEVOIR  
Le Mémorial  
1855, rue Du Havre, bureau 107  
Montréal, Qc, H2K 2X4  
Télé: 514 525-1149  
Télex: 514 525-7999  
necrologie@lememorial.com

## FESTIVAL TRANSAMÉRIQUES

DANSE

## Quitter la maison d'enfance

**RUNAWAY GIRL**  
Une chorégraphie de et par Jocelyne Montpetit. Au Festival TransAmériques. Dans une maison privée, du 2 au 4 juin.

CATHERINE LALONDE

Il est des maisons d'enfance dont il est ardu de claquer la porte tant leurs fondations semblent être aussi celles des cosmogonies et mythologies intimes des loupiots qui y ont poussé. Des maisons qu'on revisite en rêve, dont on reconstruirait l'odeur entre mille, où se trouvait un garde-robe aux jouets — avions de guerre, poupées de papier, anciens baigneurs — assez grands pour que les gamins, cabane secrète, y disparaissent en leurs jeux. Des maisons d'enfance comme des coffres à souvenirs, où gisent et s'effritent les peaux muées de ceux qui y ont grandi. La chorégraphe-danseuse Jocelyne Montpetit nous ouvre, rue Aylmer, dans le ghetto McGill à Montréal, les portes de la sienne pour *Runaway Girl*.

Visite libre dans ce petit cottage anachronique où différentes époques ont laissé des traces, et du papier peint à demi arraché, sur tous les murs. Dans l'entrée, trois interrupteurs côte à côte, du bronze au plastique blanc, témoignent involontairement de l'évolution du design. Les pièces sont presque vides, le lieu est sombre, les jalouses fermées coupent le soleil, les boiserie alourdissent l'atmosphère. Ici, deux portes posées contre les murs. Pluriers miroirs ça et là, où l'on peut découvrir tout ce qui nous fait dos. Une patte de coiffeuse cassée au sol de la salle de bain. Les portes des armoires, des penderies, sont battantes ou entrouvertes, laissent voir l'argenterie, deux ou trois robes somptueuses. Dans la cuisine, la radio répand la voix de René Lévesque, journaliste.

À l'étage, comme de petites installations, la chambre de jeune fille aux pointes de ballet suspendues et cahiers de dictée au sol, vinyle chantant Leonard Cohen; la pièce japonaise, avec son film noir et blanc, sa mini-mini paire de *geta*, son kimono. Après avoir discrètement fouiné, zéuté ces montages intimes, les spectateurs, certains pris sac au dos, se retrouvent devant le salon, quasi fermé, où l'on a pu voir du coin de l'œil la danseuse Jocelyne Montpetit recueillie dans un coin. Sa danse, sensuelle, émoive, très lente, débute alors qu'elle étreint une porte, se colle la joue à une table comme si elle entendait encore toute la

vie qui a pu, naguère, papillonner là, s'enfoncer dans la moindre encoignure. Dans sa longue robe blanche, dans son expressivité juste et amplifiée nourrie du butô, qu'on n'est plus habitué de voir en spectacle contemporain et surtout pas habituée de voir de si près, sans scène et sans cadre, dans cette proximité où son corps révèle chacune de ses palpitations alors que son regard ne fait que glisser sur les spectateurs — comme si les détails seuls de la maison étaient visibles, importants —, la danseuse donne l'impression d'être un souvenir, un touchant fantôme, les relents d'âme d'une époque révolue.

## Si loin, si proche

Jocelyne Montpetit casse ici des conventions théâtrales qu'elle respectait dans ses œuvres précédentes, d'une manière radicale et fort réussie. Le dévoilement de son univers intime agit et met en place un espace sacré différent de celui de la scène, qu'on se sent, spectateur, privilégié de fouler. Les perspectives possibles, selon le point de vue que l'on adopte (parfois par le truchement d'un miroir), le fait qu'on se retrouve nous-mêmes à nous intriquer dans un mur, un cadre de porte, un escalier, pour trouver un coin d'ouï voir, et l'impossibilité de tout capter, renforcent l'évanescence de la pièce — qui est aussi celle des souvenirs, de la mémoire. Mais c'est dans les jeux de distance que la proposition trouve sa particularité. Dans la friction entre cette sur-émotion et la proximité physique — que les spectateurs établissent finalement d'eux-mêmes — avec la danseuse et sa maison, mais aussi avec les autres puisque la jauge étant un chouïa trop élevé, on se retrouve souvent tout naturellement à être très, très, très près d'un autre spectateur afin de partager un angle de vision.

En finale, en un procédé qu'on ne gâchera pas en le dévoilant, Montpetit désarme les spectateurs, déjoue leurs attentes en leur imposant cet abandon soudain, fulgurant, peut-être frustrant — ce le fut pour moi — qui vient avec le deuil, thème de la pièce.

Le titre est *Runaway Girl*. La cohérence entre la forme et le propos, remarquable.

Nommons aussi la beauté d'une œuvre qui ne pourra être vue que de peu de spectateurs, à peu près impossible à reprendre, assurément impossible à faire tourner et à rentabiliser. Surtout en nos temps, ces gestes sont précieux.

Le Devoir



ANDREA LOPEZ

Une scène de *Runaway Girl*, de Jocelyne Montpetit

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Simon Drouin et Julie Cloutier Delorme parlent de leur méthode de travail et de leur spectacle *Entrez, nous sommes ouverts*.

THÉÂTRE

## Le Bureau de l'APA: doux virtuoses de rien

*Entrez, nous sommes ouverts*, un spectacle tout à la fois physique et électrique

ALEXANDRE CADIEUX

Apparu sur le radar à Québec en 2001, le Bureau de l'APA rabouste, détournée, éparpillée et connecte depuis lors. Champions de la bricole, les faux bureaucrates du théâtre en sont à leur seconde présence au Festival TransAmériques et s'installent de nouveau à l'Espace libre, où ils ont déjà proposé *La jeune-fille et la mort* et *Les oiseaux mécaniques*. Leur nouveau bordel, *Entrez, nous sommes ouverts*, s'annonce comme un petit délire pondu par un électricien conceptuel: on y joue sur tous les sens de la mise en réseau, de l'échange, de la tension.

Au cœur de leur démarche, une humilité doucement revendiquée, celle de n'être bons dans rien. Julie Cloutier Delorme, bidouilleuse sonore, explique: «Je n'ai jamais été une personne capable d'aller vraiment loin dans une affaire: en tant que DJ, je suis capable de faire un peu de scratch, un peu de rythme avec le vinyle, un peu de mixage selon la technique du beatmatching... Mais je ne maîtrise rien à fond. D'où l'obligation de recycler des choses que j'ai vues autour de moi, de mélanger les effets et les techniques, de glaner des sons enregistrés ici et là. Je le faisais sans m'en rendre compte, et c'est en rencontrant le Bureau de l'APA que je me suis reconnue comme praticienne d'un art interdisciplinaire.»

Simon Drouin, partenaire

artistique et de vie, la rejoint sur ce terrain. Après une formation en théâtre à l'Université Laval, il ne se sentait ni comédien ni metteur en scène. D'où le choix de la dénomination «Bureau» plutôt que «Théâtre» ou «Compagnie» au moment de baptiser l'entité qu'il a cofondée il y a 15 ans, avec sa collègue de classe Laurence Brunelle-Côté. «Nous n'étions même pas convaincus de vouloir nous revendiquer une forme de philosophie ou de sociologie alternative qu'on cherchait, d'autres manières de réfléchir. Assez rapidement, ce qui s'est imposé, c'a été le goût de développer les compétences nécessaires à la réalisation de chaque projet à mesure que ce dernier se développe, plutôt que de partir d'un langage et de ses possibilités.»

## Indiscipliné

Le patenté, aussi membre de l'Orchestre d'hommes-orchestres, s'affiche donc comme performeur et concepteur, encore là non sans une légère réticence. Au Bureau, on se dit «indiscipliné», refusant ainsi le cantonnement dans un seul champ artistique tout en mettant à distance une certaine idée de l'as-

cèse et du dévouement à l'égard de l'art. «La discipline, c'est s'appliquer à quelque chose de manière constante afin de la maîtriser. Comment dois-je construire mes journées de façon à améliorer ma pratique, à exercer convenablement mon métier? Ça me mélange vraiment beaucoup de penser à ça, c'est très flou pour moi. Laurence et moi, on nous demande parfois d'animer des ateliers. On refuse parce qu'on ne saurait pas quoi faire! Notre seule méthode, c'est de nous asseoir autour d'une table, de lancer des propositions, d'aller nous balader, de noter des choses, d'accumuler...»

Outre le fait de reconnaître ses propres limites, n'y a-t-il pas aussi une sorte de geste politique dans cette revendication «indisciplinaire», ce refus de l'étiquette, ce parti pris pour le flou qui va à l'encontre de tous les impératifs de clarté, d'explication, de positionnement? «Oui, c'est sûr... Mais le mot «politique» aussi, c'est tellement chargé», avance prudemment Simon, qui reconnaît du même souffle que la création en collectif pose des questions capitales sur les notions de hiérarchie, de prise de décision, d'autorité, d'initiative... «Dans *Entrez, nous sommes ouverts*,

enchaîne Julie, la prise de parole est moins présente que dans d'autres spectacles du Bureau.» On peut penser à *La jeune-fille et la mort*, inspiré des écrits du groupuscule intellectuel de gauche Tiqqun. «Mais le politique, ça peut aussi passer par le geste commis, l'image créée, le chaos qu'on fait sur scène.»

Durant la représentation, les six protagonistes dudit chaos sont munis de pinces et d'autres instruments, question d'être parés à toute dysfonction technique. Le spectateur, lui, a-t-il besoin d'outils pour se joindre à la construction du sens de l'œuvre? «On marche toujours sur une mince ligne entre le trop explicite et le trop abscons. Le désarroi du public un peu mêlé, je le partage souvent devant notre fouillis, tout en ayant la conviction que c'est exactement comme ça que les choses doivent être faites», explique Simon Drouin. Julie Cloutier Delorme, quant à elle, y voit une permission accordée à tous, artistes comme visiteurs. «On cherche à créer des occasions de découvrir quelque chose, tous en même temps.»

Collaborateur  
Le Devoir

## ENTREZ, NOUS SOMMES OUVERTS

Création collective du Bureau de l'APA, en coproduction avec Recto-Verso et le Festival TransAmériques. Présentée à l'Espace libre, du 1<sup>er</sup> au 3 juin.

## À LA TÉLÉ

## Notre choix ce soir

**EN DIRECT DE LA MAISON SYMPHONIQUE**  
Ceux qui ne peuvent assister en personne au concert où l'on pourra entendre pour la première fois la composition de Samy Moussa, interprétée par l'OSM et mise en scène par Moment Factory, peuvent se rabattre sur cette diffusion vidéo en direct.  
*La Symphonie montréalaise, icimusique.ca, 20 h*

## AU-DELÀ DES PRÉJUGÉS

On les considère souvent comme un danger pour le développement des petits «pitonnés» qui s'y adonnent compulsivement. Ce documentaire de la BBC offre une vision complète et nuancée sur la recherche à propos des effets des jeux vidéo.  
*La vérité sur l'impact des jeux vidéo, Explora, 22 h*

## LA TRAFIQUANTE

Les amateurs de la série *Narcos* trouveront peut-être leur compte dans cette adaptation d'une telenovela qui raconte le parcours d'une trafiquante de drogue mexicaine aux États-Unis.  
*Queen of the South: Naissance d'une reine, Séries +, 22 h*

Amélie Gaudreau

CANAL	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
RC	Le Téléjournal 18 h	Des squelettes	L'Épicier	La petite séduction	Les échangistes	Le Téléjournal	Entrée principale						
TVA	TVA nouvelles	Sucré Salé	Campagne	Oeufs d'or	LES 12 COUPS DE MINUIT (2015)	Portia Doubleday	TVA nouvelles	22h35 Sucré	23h05 Piment...	23h35 K-19: TERREUR SOU...			
TQ	Pat Patrouille	Cuisine futée	Génial!	Les grands documentaires	ESCLAVE PENDANT DOUZE ANS	(2013) Chiwetel Ejiofor							
V	Atomes	Souper parfait	Tout est permis / Mario Tessier	Chicago Police	Les disciples / Faux départ	CSI: Miami / Lendemain de fête	Guerre clans	Atomes	Zone Séduction				
RDI	Le National	RDI économie	24/60	Grands reportages Partie 2 de 2	Le Téléjournal	RDI économie	Le National	Le National	24/60				
TV5	17h50Champion	Journal FR	Tabous et interdits	Envoyé spécial	Le convoie de l'extrême	Des camions et des hommes	Journal/ Afrique	23h40 Chérif / Otages					
D	Douanes: Can	Enchères	Madame Lebrun	Grand Rire de Québec	Le convoie de l'extrême	Cauchemar sur l'autoroute	Douanes: Can	Enchères: NY	Le Canal DD				
VIE	Vient garder?	Papas 110%	Simplement vedette	Une vie de géant	Amour aveugle / Amour aveugle	Meubles	Design V.I.P.	Médium Partie 1 de 2	Une maison				
MAX	SQ	911	Mémoire sous enquête	Black Sails	Orange Is the New Black	Sang cervelle	SQ	911	La loi & l'ordre				
VRAK.TV	SNO Hawaii	Code G.	Switch fripes	Med	Med	ALT	Big Bang	Filles fauchées	Filles fauchées	Code F.	Code F.	Hors d'ondes	
RDS	17h00 Le 5 à 7	Académie	Hockey 360°	25 ans d'émotions									
HISTORIA	Les a\$ de la brocante	Restauration	Restauration	Restauration	Restauration	Restauration	Restauration	Restauration	Restauration	Les a\$ de la brocante	AS de brocante		
ARTV	Les belles histoires	Défier la magie	Main à la pâte	Pour l'amour du country	Mozart jungle	21h35 Mozart dans la jungle	Nézet-Séguin et Shaham en concert						
EXPLORA	Terres sauvages / Le Caucase	Animo	S'aime chien	La Semaine verte	L'homme, un animal	Impact jeux vidéo	Mars / Baisse de pression	Miracles de vie					
SERIES+	Elémentaire / Repentance	Hawaii 5-0 / Ha'alele	Zoo / Phase 2	Séquences / C'est à ton tour!	Queen of the South	Racines	Elémentaire						
Z	Défilé limo	Rois du drag	Le dernier bazou / Rafiots	Pénil en haut mer / La chute	Bras de fer / Conquérants	BRISE (2011) avec Caroline Dhavernas, Adrien Brody.	S'coucher						
C. SAVOIR	Santé mentale et dépendances	Autisme	DeGarde/ L'ONU	Planète Terre	Cent regards	Santé mentale et dépendances	Autisme	DeGarde/ L'ONU	Planète Terre	Cent regards	Sociologie		
EVASION	Bouffe en cavale	Super Parcs	Bikinis et mer	Parcs aqua.	Montagnes r.	360° / Inde	Le Voyageur assoiffé	Sur le pouce	Traque pierres				
TFO	Sally B / Sally B.	Top! / Top!	Motel Monstre	Subito texto									
Cinépop	16h45 OLIVER! (V.F.) (1968)	19h15 LA JUSTICE DU RING (2006) Danny Glover.											
SEcran	17h20 LA SERIE DIVERGENCE: ALLEGEANCE	19h25 LE MARIAGE DE L'ANNEE 2 (2015)											
Planète	Chron. félins	Sauvé	Fatale attirance	Les nouveaux explorateurs	Dans les coulisses de l'enquête	Pêche urbaine	TEMPO!	Zoom 375e de Montréal	Mise à jour	Bienvenue chez			
MATV	Mti je thème	Culture zone	CurieuseCité	Montréalité	Mise à jour								
CBC	CBCNews	Coronation St.	LNH Hockey - Séries éliminatoires de la Coupe Stanley (tentative)	(D)									
CTV	CTV News Montreal	eTalk	The Big Bang	MasterChef Partie 1 de 2	The F Word / Episode One	Criminal Minds / Keeper	CTV National	News Montreal	0h05 Daily S.				
GBL	17h30 News	Global National	E.T. Canada	Ent. Tonight	Border Security/ Border Security	NOT WITH HIS WIFE (2015) avec Ryan Robbins, Jewel Staite.	Global News	23h35 The Late Show					
ABC	News at 6	World News	Local 22 News	Inside Edition	The Goldbergs	Speechless	News at 11	23h35 Jimmy Kimmel Live					
CBS	Channel 3 News at Six	Evening News	Ent. Tonight	NCIS: Los Angeles	Criminal Minds / Keeper	Crim. Minds: Borders	Ch. 3 News	23h35 The Late Show					
NBC	NBC5 @ 6	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	Little Big Shots / Little Big News	Carmichael / Carmichael	This Is Us	NBC5 @ 11	23h35 The Tonight Show				
PBS (33)	PBS NewsHour	Globe Trekker			Nature / Touching the Wild	Nova / Poisoned Waters	Food: Delicious Science	Business	Charlie Rose				
PBS (57)	News America	Business	PBS NewsHour	Nature / Touching the Wild	Nova / Poisoned Waters	Food: Delicious Science	World News	Charlie Rose					
UNIS	Pense vite!	Cracks du lab	Fous animaux	Oiseaux	Canada, plus grand que nature	Capitaine Alatrieste	Captive	Pense vite!	A plein gaz	Durham			
HBO	16h40 Marathon	WEDDING BELLS (2016) Danica McKellar.	Silicon Valley	Ellie Kemper	21h45 Neil Patrick Harris: Circus Awesomous	Veep	The Leftovers						
AddiTV	Les enquêtes de Murdoch	Prémonitions / La vérité	L'ETRANGER (2014) avec Jason Patric, James Caan.	Justifié / Cadavre baladé	Flash / Un retour inattendu	Le trône de fer							
TVA Sports	Destination Coupe Stanley	Destination Coupe Stanley	LNH Hockey - Séries éliminatoires de la Coupe Stanley (D)										
05/31	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

# CULTURE

## Le CRTC contre-attaque

Le Conseil assure que ses nouvelles règles vont augmenter le contenu original en français

STÉPHANE BAILLARGEON

Alors, qui dit vrai? Y aura-t-il plus ou moins de productions télévisuelles en français avec les nouvelles règles du secteur?

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) jure que la production va augmenter avec ses récentes décisions liées au renouvellement de licence de certains diffuseurs. Son président, Jean-Pierre Blais, déplore que «plusieurs informations erronées de ces décisions [aient] circulé dans les médias récemment». Il signe une lettre ouverte publiée en page A 8 du *Devoir*.

«Pourtant, seulement 3 des 29 services et stations dont les licences ont été renouvelées étaient visés par de telles conditions», écrit-il. Et ces trois services se sont vu imposer de nouvelles conditions qui se traduiront en plus d'investissement en contenu original de langue française. Le président Blais ajoute que le débat «s'orienter sur des données qui, dans les faits, sont inexactes».

Le CRTC réagit ainsi aux attaques livrées de partout

contre la redéfinition des règles de financement d'émissions originales liées au renouvellement de licence de TVA, de Bell, de V et de Corus. Des chroniqueurs, des associations d'artistes, l'opposition aux Communes et même le ministre de la Culture et des Communications du Québec craignent que ces nouvelles balises n'entraînent à la baisse le nombre d'émissions produites en français au pays.

Le cas de Série + est cité de part et d'autre. Sitôt les nouvelles règles accordées le 15 mai, la compagnie Corus annonçait son retrait de la production de trois séries originales en français pour sa chaîne spécialisée dans le genre. Les anciennes règles forçaient la dépense de 1,5 million de dollars par année en émissions originales en français.

Le président Blais réplique que les nouvelles balises forceront Série + à consacrer jusqu'à 7,8 millions à l'acquisition ou à la production de contenu de langue française, dont 4,5 millions pour les dramatiques, les comédies, les émissions musicales ou de variétés. Il ajoute qu'il sera impossible de consacrer ces sommes au simple

doublage d'émissions originales en anglais. «Les groupes devront investir dans de nouvelles productions canadiennes de langue française spécifiques au Québec et aux communautés franco-canadiennes», écrit-il.

Plus de quoi?

Les employés du Conseil en rajoutent. «C'est la première fois que nous appliquons cette approche dans le marché de langue française et c'est peut-être pourquoi nos décisions ont été mal comprises», dit au *Devoir* Julie St-Pierre, analyste principale du CRTC, chargée du renouvellement des règles. Elle explique que les exigences portent maintenant sur les groupes et non pas seulement sur chacune de leurs chaînes.

Les dépenses en contenu national de Corus sont donc considérées en bloc, pour Série + mais aussi pour sa chaîne Historia.

«Ce qui permet de la flexibilité», poursuit M<sup>me</sup> St-Pierre, par exemple pour accorder plus de moyens à une série d'Historia une année et moins à Série +, puis de faire le contraire

l'année suivante. Mais au bout du compte, l'exigence pour Corus est plus élevée maintenant qu'avant. Nous avons retranché la condition de licence relative au contenu original de Série +, mais nous avons introduit une exigence de dépenses en contenu canadien plus élevée pour Série + et Historia combinées.»

Elle précise que cette exigence concerne le contenu canadien dans le marché de langue française. La chaîne ne pourrait donc remplir cette obligation avec du doublage puisque seuls les minimes frais de doublage seraient alors pris en compte dans le calcul des dépenses.

Alors, pourquoi Corus a-t-elle débranché la production de trois séries en français si la nouvelle licence accordée? «Cette question devrait être adressée à Corus», répond Guillaume Castonguay, gestionnaire des services télé francophone du CRTC.

Très bien, et voici la réponse de cette compagnie: «Nous savons que Jean-Pierre Blais du CRTC a émis une note aux

médias aujourd'hui concernant le renouvellement des licences de radiodiffusion, écrit au *Devoir* Michel Majeau, chef des communications de Corus Média. Le CRTC sera en mesure de vous fournir toutes les informations et explications dont vous avez besoin concernant les nouvelles conditions de licences.»

Poursuivons. M. Castonguay précise que les conditions sont génériques dans leur application. «Nous donnons des cibles sur cinq ans, dit le gestionnaire. Les décisions des chaînes pour respecter ces cibles leur appartiennent.»

M<sup>me</sup> St-Pierre ajoute que les nouvelles balises veulent accorder plus de souplesse aux réseaux, qui pourront par exemple concentrer leurs efforts financiers autour de séries plus coûteuses et potentiellement plus exportables. «Avec la nouvelle flexibilité, les chaînes spécialisées pourront mettre plus d'argent dans une série et peut-être produire une grande série qui serait plus exportable», conclut-elle.

Le Devoir

Lire aussi · L'intégral de la lettre du président du CRTC, Jean-Pierre Blais, en page A 8.



AGENCE FRANCE-PRESSE

D Lire aussi · La critique de Philippe Papineau du spectacle de Sigur Rós, sur les plateformes numériques du *Devoir*.



URSULA KAUFMANN

D Lire aussi · La critique de Mélanie Carpentier du spectacle Monument 0: Hanté par la guerre (1913-2013), d'Eszter Salamon, présenté au FTA, sur les plateformes numériques du *Devoir*.

## Une icône du pouvoir entre au MBAM

Une esquisse raffinée d'un portrait de Louis XIV acquise un an après sa découverte

JÉRÔME DELGADO

La même année qu'en Nouvelle-France se signait la Grande Paix de Montréal, à Versailles, le roi Louis XIV se faisait faire le portrait. Pas n'importe lequel: un portrait, iconique, autant de lui, Roi-Soleil, que de la représentation du pouvoir.

Trois siècles plus tard, Montréal peut s'enorgueillir de posséder, par le biais du Musée des beaux-arts (MBAM), une version du célèbre *Portrait de Louis XIV en habit royal*, peint par Hyacinthe Rigaud, en 1701. L'iconographie du pouvoir absolu, résumée par la pose d'un homme debout au visage rigide, est née là, récupérée depuis mille fois, y compris par Uderzo, qui dessine un chef gaulois avec les paroles «Le village, c'est moi!».

L'œuvre acquise par le MBAM en mars lors de la très courue foire d'art européen de Maastricht n'est pas le prestigieux tableau, seulement une esquisse. Pas n'importe quelle esquisse, mais le *modello*, terme italien pour désigner l'œuvre préparatoire la plus fidèle du tableau commandé.

Il existe deux *Portrait de Louis XIV*, l'un conservé au Louvre — intitulé aussi *Louis XIV (1638-1715), roi de France* —, l'autre à Versailles. Cinq fois plus petit, le *modello*, lui, avait disparu. Il est réapparu en 2016 aux encans de l'hôtel Drouot de Paris. Acquis par le MBAM auprès de la galerie Eric Coatalem avec l'appui de nombreux mécènes — la notice qui l'identifie fait six lignes —, *Modello du Portrait de Louis XIV en grand costume royal* a atterri au Pavillon pour la Paix.



MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

Hyacinthe Rigaud, *Modello du Portrait de Louis XIV en grand costume royal*, 1701, huile sur toile, 55 x 45 cm

Portrait modèle

«C'est un des portraits les plus fameux de l'histoire de l'art, affirme la directrice du MBAM, Nathalie Bondil. Il est le premier jalon pour une généalogie de représentations de monarches.»

À la fois image historique et objet rare, le *modello* permet de faire entrer Louis XIV dans l'enceinte montréalaise. Un fait qui a toute son importance pour Jacques Des Rochers, conservateur de l'art canadien: c'est sous son règne que la Nouvelle-France acquiert le statut de province royale, ce qui favorisera son peuplement.

L'œuvre d'Hyacinthe Rigaud (1659-1743), un des grands portraitistes de l'Ancien Régime, est emblématique à plusieurs égards. Pour Sylvain Cordier, conservateur des arts décoratifs anciens, c'est à partir de ce portrait en pied de Louis XIV, que «la monarchie

française s'affirme comme une monarchie debout, non statique». Aussi, chez Rigaud, le roi est à ce point divin que les ornements sont secondaires.

«Comment exprimer que le corps du roi est sacré, au-dessus du reste de l'humanité?» demande Sylvain Cordier. La réponse, le peintre l'emprunte à Antoine Van Dyck, auteur d'un portrait d'un roi anglais: le souverain retire un gant.

«Avec sa main nue, Louis XIV utilise comme canne, de manière nonchalante, un des instruments du sacré [le sceptre, tenu à l'envers]. Il est le seul à pouvoir le toucher, à jongler avec lui, s'il le veut», note-t-il.

Outil raffiné

Outil de présentation, comme la maquette en architecture ou en art public, le *modello* était une pratique courante aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Le

MBAM possède peu d'exemples en peinture, dont celui d'une œuvre préparatoire à un décor architectural, exposé tout près du Rigaud.

Selon Hilliard T. Goldfarb, conservateur en maîtres anciens, la nouvelle acquisition se démarque par sa haute précision. «Quand tu le présentes à Louis XIV, [le *modello*] doit être plus achevé qu'à l'habitude. [Celui-ci] est vraiment raffiné», dit-il.

L'auteur du catalogue raisonné de l'œuvre d'Hyacinthe Rigaud, Ariane James-Sarazin, est celle qui a authentifié le tableau et l'a établi comme *modello*. Les différences avec les huiles du Louvre et de Versailles sont la preuve que Rigaud a apporté des modifications après présentation au roi.

Dans le *modello*, les fleurs de lys suivent les courbes du manteau. Dans la version finale,

elles sont en aplat, plus visibles. Sylvain Cordier apprécie aussi «l'usage quasi cinématographique de la lumière», qui laisse dans l'ombre les objets monarchiques (trône, couronne, manteau). «Rigaud a une manière de représenter la hiérarchie des choses. Le corps vient avant les instruments», commente-t-il.

Depuis 300 ans, se plaît à rappeler le spécialiste de l'iconographie royale, les gens de pouvoir sont représentés selon ce modèle. Napoléon, ou Parizeau caricaturé par un Chapelleau, mais aussi Justin Trudeau, avance Sylvain Cordier, qui évoque une photographie du premier ministre en joggueur. «C'est une affirmation de pouvoir plus simple, mais une affirmation de la vitalité du corps du gouvernant.»

Le Devoir



4 JUIN



Société d'art vocal de Montréal

Les amours du poète

BRAHMS • SCHUMANN • SANTOLUQUIDO

Andrew HAJI

Ténor

Liz UPCHURCH

piano

Dimanche 4 juin 2017 à 15 h

Salle de concert du Conservatoire (4750, avenue Henri-Julien)  
19 \$ - 40 \$

Conseil des arts et des lettres Québec

514 397-0068

www.artvocal.ca

4 JUIN

106<sup>e</sup> ÉDITION DU CONCOURS PRIX D'EUROPE

DEMI-FINALES du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin  
FINALE le vendredi 2 juin

Chapelle historique du Bon-Pasteur

CONCERT GALA présenté par TD  
Dimanche 4 juin, 19h30 Salle Bourgie



En présence de  
Louise Forand-Samson, O.Q.  
présidente d'honneur



Au programme:  
Les quatre gagnants du concours  
et l'invité d'honneur: Xiao Yu Liu  
pianiste, lauréat Prix d'Europe 2015  
www.prixdeurope.ca

Réservations Gala: 514-285-2000, option 4

8 JUIN



Choeur classique de Montréal

STABAT MATER  
ROSSINI & BRUCKNER  
TE DEUM

8 JUIN 2017 - 20h  
MAISON SYMPHONIQUE  
choeurclassiquedemontreal.qc.ca

Marianne Lambert - SOPRANO  
Noëlla Huet - MEZZO-SOPRANO  
Éric Thériault - TÉNOR  
Patrick Mallette - BARYTON  
Louis Lavigne C. Q. - CHEF

Conseil québécois de la musique

Conseil des arts et des lettres Québec

placedesarts.com

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec Claire Paquet au 514.985.3318 ou cpaquet@ledevoir.com